

06L778

**PARLAMENTUL ROMÂNIEI**  
**CAMERA DEPUTAȚILOR** **SENAT**

**LEGE**

**pentru ratificarea**

**Acordului între Părțile la Tratatul Atlanticului de Nord pentru cooperarea privind informațiile în domeniul atomic, deschis spre semnare la Paris la 18 iunie 1964 și semnat de România la Washington la 14 februarie 2006**

**Parlamentul României adoptă prezenta lege**

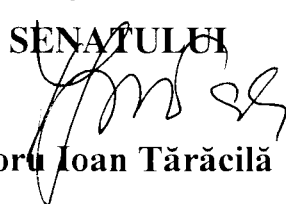
**ARTICOL UNIC.-** Se ratifică Acordul între Părțile la Tratatul Atlanticului de Nord pentru cooperarea privind informațiile în domeniul atomic, deschis spre semnare la Paris la 18 iunie 1964 și semnat de România la Washington la 14 februarie 2006.

**Această lege a fost adoptată de Parlamentul României, cu respectarea prevederilor articolului 75 și ale articolului 76 alineatul (2) din Constituția României, republicată.**

**PREȘEDINTELE  
CAMEREI DEPUTAȚILOR**

  
**Bogdan Olteanu**

**p.PREȘEDINTELE  
SENATULUI**

  
**Doru Ioan Tărăcilă**

București,  
Nr.

ANNEXE SECRETE TECHNIQUE A L'ACCORD ENTRE  
LES ETATS PARTIES AU TRAITE DE L'ATLANTIQUE  
NORD SUR LA COOPERATION DANS LE DOMAINE DES  
RENSEIGNEMENTS ATOMIQUES



F. Renseignements sur les armes atomiques et les systèmes d'armes atomiques nécessaires pour permettre l'acheminement d'armes atomiques déterminées pouvant être fournies pour emploi par l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord ou en soutien de cette Organisation, y compris les renseignements nécessaires pour déterminer la valeur des systèmes d'armes atomiques en vue de définir les besoins et la stratégie de l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord.

G. Renseignements concernant les systèmes d'acheminement, y compris : données tactiques et techniques d'emploi, règles d'entretien, mise en place, acheminement et équipes de lancement nécessaires pour permettre l'acheminement d'armes atomiques déterminées.

H. Dans la mesure où ils influenceront l'élaboration des plans de l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord, résultats à attendre de l'offensive aérienne stratégique.

I. Renseignements nécessaires pour rendre compatibles des armes atomiques et des véhicules d'acheminement déterminés.

J. Caractéristiques de sécurité d'armes atomiques déterminées et de systèmes de mise en oeuvre associés à de telles armes et tous renseignements nécessaires et appropriés pour les opérations de récupération et de remise en état en cas d'accident survenu à ces armes.

K. Renseignements nécessaires à la prévision des besoins en personnel et l'instruction de celui-ci en ce qui concerne l'emploi des armes atomiques et la défense contre ces armes, y compris des renseignements concernant :

- (1) les utilisations militaires des isotopes, à des fins médicales ;
- (2) la défense contre la guerre radiologique.

L. Renseignements concernant la protection civile contre les attaques atomiques.



SECRET TECHNICAL ANNEX TO THE AGREEMENT  
BETWEEN THE PARTIES TO THE NORTH ATLANTIC  
TREATY FOR CO-OPERATION REGARDING ATOMIC  
INFORMATION

F. Information on atomic weapons and atomic weapons systems required for attainment of delivery capability with specified atomic weapons which can be made available for use by or in support of the North Atlantic Treaty Organization, including information required for evaluation of atomic weapons systems to determine NATO requirements and strategy.

G. Information regarding delivery systems, including tactics and techniques and duties of maintenance, assembly, delivery and launch crews required for attainment of delivery capability with specified atomic weapons.

H. To the extent that they will influence NATO planning, the results to be expected from the strategic air offensive.

I. Information required for attainment of compatibility of specified atomic weapons with specified delivery vehicles.

J. Safety features of specified atomic weapons and of the operational systems associated with such weapons and information necessary and appropriate for salvage and recovery operations incident to a weapons accident.

K. Information required in planning for and training of personnel in the employment of and defence against atomic weapons and including information concerning :

(1) Military uses of isotopes for medical purposes.

(2) Defence against radiological warfare.

L. Information regarding civil defence against atomic attacks.

ANNEXE SECRETE TECHNIQUE A L'ACCORD ENTRE  
LES ETATS PARTIES AU TRAITE DE L'ATLANTIQUE  
NORD SUR LA COOPERATION DANS LE DOMAINE DES  
RENSEIGNEMENTS ATOMIQUES

M. Autres renseignements qui pourront être jugés, par les autorités américaines compétentes, nécessaires pour le soutien de l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord et dont la transmission est possible en vertu des dispositions tant de la Loi sur l'Energie Atomique de 1954 dans sa rédaction actuelle, que du présent Accord.

SECTION II

Aucun renseignement sur d'autres applications militaires de l'énergie nucléaire, sur les réacteurs de caractère militaire, ou sur les installations navales de propulsion nucléaire ne sera communiqué en vertu du présent Accord.

SECRET TECHNICAL ANNEX TO THE AGREEMENT  
BETWEEN THE PARTIES TO THE NORTH ATLANTIC  
TREATY FOR CO-OPERATION REGARDING ATOMIC  
INFORMATION

M. Other information as may be determined by appropriate United States Authorities to be necessary for support of the North Atlantic Treaty Organization and transferable under provisions of the Atomic Energy Act of 1954, as amended, and the Agreement.

SECTION II

No information on other military applications of atomic energy, military reactors, or naval nuclear propulsion plants, will be communicated under the Agreement.

ANNEXE SECRETE TECHNIQUE A L'ACCORD ENTRE  
LES ETATS PARTIES AU TRAITE DE L'ATLANTIQUE  
NORD SUR LA COOPERATION DANS LE-DOMAINES DES  
RENSEIGNEMENTS ATOMIQUES

SECRET TECHNICAL ANNEX TO THE AGREEMENT  
BETWEEN THE PARTIES TO THE NORTH ATLANTIC  
TREATY FOR CO-OPERATION REGARDING ATOMIC  
INFORMATION

Pour le Royaume de Belgique . 18 juin 1964  
For the Kingdom of Belgium : *[Signature]*

Pour le Canada : 30 Juin 1964  
For Canada : *[Signature]*

Pour le Royaume de Danemark : 25 juin 1964  
For the Kingdom of Denmark : *[Signature]*

Pour la France : 18 Juin 1964  
For France : *[Signature]*

Pour la République Fédérale d'Allemagne : 18 Juin 1964  
For the Federal Republic of Germany : *[Signature]*

Pour le Royaume de Grèce : 18 Juin 1964  
For the Kingdom of Greece : *[Signature]*





ANNEXE SECRETE TECHNIQUE A L'ACCORD ENTRE  
LES ETATS PARTIES AU TRAITE DE L'ATLANTIQUE  
NORD SUR LA COOPERATION DANS LE DOMAINE DES  
RENSEIGNEMENTS ATOMIQUES

SECRET TECHNICAL ANNEX TO THE AGREEMENT  
BETWEEN THE PARTIES TO THE NORTH ATLANTIC  
TREATY FOR CO-OPERATION REGARDING ATOMIC  
INFORMATION

Pour l'Islande : 18<sup>th</sup> June 1964  
For Iceland : Olaf Thors

Pour l'Italie : 22 March 1964  
For Italy : A. Deleano

Pour le Grand-Duché de Luxembourg : 18 juin 1964  
For the Grand Duchy of Luxembourg : Paul Reuter

Pour le Royaume des Pays-Bas : 18 June 1964  
For the Kingdom of the Netherlands : Sturboom

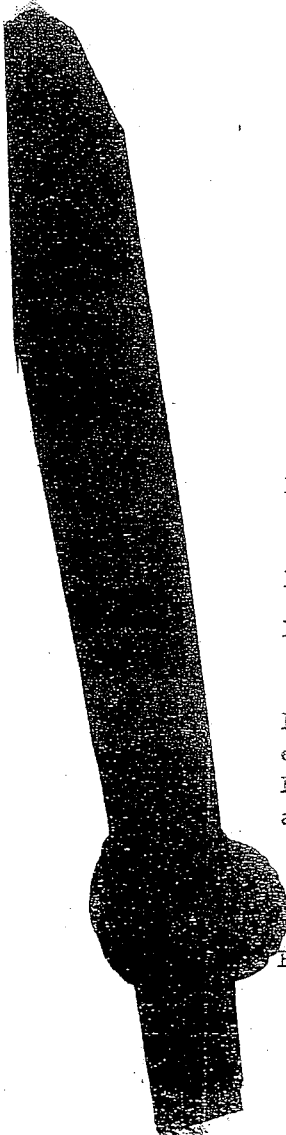
Pour le Royaume de Norvège : 24<sup>th</sup> July 1964  
For the Kingdom of Norway : Gunn Kristiansen

Pour le Portugal : le 7 juillet 1964  
For Portugal : Maria Amélia

Pour la Turquie : le 18 juin 1964  
For Turkey : Arslanoglu


Pour le Royaume-Uni de Grande-Bretagne  
et d'Irlande du Nord : 18<sup>th</sup> June, 1964  
For the United Kingdom of Great Britain  
and Northern Ireland : Edwin Sanderson

Pour les Etats-Unis d'Amérique :  
For the United States of America :  
June 18, 1964  
Thomas G. Finletter



Pour l'Espagne:

For Spain:

  
*John Rupp*

27th of September, 2000

Pour la République Tchèque:

For the Czech Republic:

5 November, 1999

*Sac au - 2*

Pour la République de Hongrie:

For the Republic of Hungary:

December 10, 1999


*Jacques R.*

Pour la République de Pologne:

For the Republic of Poland:

*Prusław Gładis*

24 October 2000







Pour la République de Bulgarie:

For the Republic of Bulgaria:

*August 4, 2005*

Pour la République d'Estonie:

For the Republic of Estonia:

*Sept 1, 2005*

Pour la République de Lettonie:

For the Republic of Latvia:

*24. sept., 2004*

Pour la République de Lituanie:

For the Republic of Lithuania:

*September 8, 2004*

Pour la Roumanie:

For Romania:

*February 14th, 2006*

Pour la République slovaque:

For the Slovak Republic:

*May 24, 2005*

Pour la République de Slovénie:

For the Republic of Slovenia:





CONFIDENTIAL SECURITY ANNEX  
TO THE AGREEMENT BETWEEN THE PARTIES TO  
THE NORTH ATLANTIC TREATY  
FOR CO-OPERATION REGARDING  
ATOMIC INFORMATION

ANNEXE DE SECURITE CONFIDENTIELLE  
A L'ACCORD ENTRE LES ETATS PARTIES AU  
TRAITE DE L'ATLANTIQUE NORD  
SUR LA COOPERATION DANS LE DOMAINE  
DES RENSEIGNEMENTS ATOMIQUES





ANNEXE DE SECURITE CONFIDENTIELLE A L'ACCORD  
ENTRE LES ETATS PARTIES AU TRAITE DE  
L'ATLANTIQUE NORD SUR LA COOPERATION DANS  
LE DOMAINE DES RENSEIGNEMENTS ATOMIQUES

La présente Annexe expose les mesures de sécurité que l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord et les Etats membres mettront en oeuvre pour la sauvegarde des renseignements atomiques fournis par le Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique et à l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord et aux Etats membres de celle-ci, en application de l'Accord sur la coopération dans le domaine des renseignements atomiques, fait à Paris le 18 Juin 1964 (désigné ci-après par les termes "l'Accord") dont la présente Annexe est partie intégrante. Dans le cas où un membre de l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord autre que le Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique fournirait des renseignements atomiques à l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord, en application de l'Article II de l'Accord, les dispositions de sécurité sauvegardant ces renseignements ne seront en aucun cas d'une portée plus limitée que celles qui sont stipulées dans la présente Annexe.

SECTION I

GENERALITES

A. Les règlements de sécurité de l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord, en aucun cas inférieurs à ceux qui sont actuellement exposés dans le document C-M(55)15(Définitif) et dans le Supplément Confidentiel à ce document en date du 1er janvier 1961, ainsi que les mesures de Sécurité exposées dans la présente Annexe, seront appliqués par les éléments civils et militaires de l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord et par les Etats membres aux renseignements atomiques communiqués en application de l'Accord.

B. Le programme de sécurité mis en oeuvre par tous les éléments civils ou militaires de l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord et par les Etats membres destinataires de renseignements atomiques en application de l'Accord comprendra toutes les mesures nécessaires pour répondre aux impératifs de sécurité formulés dans la présente Annexe.

CONFIDENTIAL SECURITY ANNEX TO THE AGREEMENT  
BETWEEN THE PARTIES TO THE NORTH ATLANTIC TREATY  
FOR CO-OPERATION REGARDING ATOMIC INFORMATION

This Annex sets forth the security measures which the North Atlantic Treaty Organization and the member states shall apply to safeguard atomic information made available by the Government of the United States of America to the North Atlantic Treaty Organization and its member states pursuant to the Agreement for Co-operation Regarding Atomic Information done at Paris on 18<sup>th</sup> June, 1964 (referred to hereinafter as "the Agreement") of which this Annex is an integral part. In the event a member of the North Atlantic Treaty Organization other than the Government of the United States of America makes atomic information available pursuant to Article II of the Agreement, such information shall be safeguarded by security measures no less restrictive than those set forth in this Annex.

SECTION I

GENERAL

A. NATO security regulations, no less restrictive than those which are presently set forth in C-M(55)15(Final) and the Confidential Supplement of 1st January, 1961, thereto, as well as the security measures specified in this Annex, shall be applied by NATO military and civilian elements and by member states to atomic information communicated pursuant to the Agreement.

B. The security programme as implemented by all NATO military and civilian elements and by member states receiving atomic information pursuant to the Agreement shall provide fully for carrying out the security requirements laid down in this Annex.

ANNEXE DE SECURITE CONFIDENTIELLE A L'ACCORD  
ENTRE LES ETATS PARTIES AU TRAITE DE  
L'ATLANTIQUE NORD SUR LA COOPERATION DANS  
LE DOMAINE DES RENSEIGNEMENTS ATOMIQUES

C. Le Secrétaire Général agissant au nom du Conseil de l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord et sous son autorité sera chargé de contrôler l'application du programme de sécurité OTAN à la protection des renseignements atomiques communiqués en vertu de l'Accord. Il s'assurera, conformément aux procédures énoncées dans la Section X de la présente Annexe, que toutes les mesures de sécurité, requises par le programme de sécurité de l'OTAN, sont prises par les éléments civils et militaires de l'OTAN et les éléments civils et militaires nationaux en vue de la protection des renseignements échangés dans le cadre de cet Accord.

D. Aucune personne ne sera autorisée à avoir accès aux renseignements atomiques par la seule vertu de son grade, de ses fonctions ou de sa qualification de sécurité.

E. L'accès aux renseignements atomiques mis à la disposition de l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord sera limité aux ressortissants des pays membres de l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord auxquels aura été accordée une qualification de sécurité conforme aux dispositions de la Section II de la présente Annexe, et dont les responsabilités comportent le besoin de connaître ces renseignements.

F. L'accès aux renseignements atomiques communiqués en application de l'Accord au Gouvernement d'un pays membre du Traité de l'Atlantique Nord sera limité aux ressortissants de ce pays qui disposeront d'un certificat de sécurité conforme aux dispositions de la Section II de la présente Annexe et dont les fonctions officielles nécessitent cet accès afin que l'Etat membre puisse s'acquitter de ses responsabilités et de ses obligations envers l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord.

SECTION II

SECURITE DANS LE DOMAINE DU PERSONNEL

A. Aucune personne ne se verra accorder la qualification de sécurité lui donnant accès aux renseignements atomiques sans qu'il ait été constaté de façon certaine que cette qualification ne met pas en danger la sécurité de l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord ou celle des Etats membres de l'Organisation.



CONFIDENTIAL SECURITY ANNEX TO THE AGREEMENT  
BETWEEN THE PARTIES TO THE NORTH ATLANTIC TREATY  
FOR CO-OPERATION REGARDING ATOMIC INFORMATION

C. The Secretary General, acting in the name of the North Atlantic Council and under its authority, shall be responsible for supervising the application of the NATO security programme for the protection of atomic information under the Agreement. He will ascertain by means of the procedures set forth in Section X of this Annex that all measures required by the NATO security programme are taken in NATO civil and military elements and national civil and military elements to protect the information exchanged under the Agreement.

D. No individual shall be entitled to access to atomic information solely by virtue of rank, appointment, or security clearance.

E. Access to atomic information made available to the North Atlantic Treaty Organization shall be limited to nationals of member states of the North Atlantic Treaty Organization who have been granted security clearances in accordance with Section II of this Annex and whose responsibilities require access to the information.

F. Access to atomic information made available to a member state pursuant to the Agreement shall be limited to its nationals who have been granted security clearances in accordance with Section II of this Annex and whose duties require access in order that the member state can fulfill its responsibilities and commitments to the North Atlantic Treaty Organization.

SECTION II

PERSONNEL SECURITY

A. No individual shall be granted a security clearance for access to atomic information unless it is determined that such clearance will not endanger the security of the North Atlantic Treaty Organization or the national security of the member states of the North Atlantic Treaty Organization.

ANNEXE DE SECURITE CONFIDENTIELLE A L'ACCORD  
ENTRE LES ETATS PARTIES AU TRAITE DE  
L'ATLANTIQUE NORD SUR LA COOPERATION DANS  
LE DOMAINE DES RENSEIGNEMENTS ATOMIQUES

B. Avant de donner à un de ses ressortissants l'accès aux renseignements atomiques, une autorité gouvernementale doit avoir décidé de l'éligibilité (décision d'accorder une qualification de sécurité) de chaque individu à se voir accorder un tel accès.

C. La décision de savoir si le fait d'accorder une qualification de sécurité ne va pas mettre en danger la sécurité doit être fondée sur la totalité des renseignements disponibles. Avant de prendre cette décision, une autorité gouvernementale responsable procédera à une enquête et les renseignements ainsi obtenus seront examinés en fonction des principaux types de renseignements défavorables de nature à mettre en question l'aptitude d'une personne à une telle qualification de sécurité, conformément aux dispositions de la Section III du Supplément Confidentiel en date du 1er janvier 1961 au C-M(55)15(Définitif).

D. La portée minima et l'étendue d'une telle enquête seront conformes aux normes fixées dans la Section II du Supplément Confidentiel au C-M(55)15(Définitif), à cela près qu'une enquête sur les antécédents sera nécessaire pour l'octroi d'un certificat donnant accès aux renseignements atomiques classifiés Secret pour les personnes autres que les membres des Forces Armées ou le personnel civil ou contractuel des Etablissements militaires des Etats membres de l'Organisation.

E. Chaque établissement manipulant des renseignements atomiques tiendra un registre approprié des qualifications des personnes autorisées à avoir accès à de telles informations dans cet établissement. Chaque qualification devra être réexaminée en cas de besoin pour s'assurer qu'elle est conforme aux normes courantes relatives à l'emploi des personnels et devra être réexaminée en priorité au reçu de renseignements nouveaux indiquant que le fait de maintenir l'intéressé dans cet emploi en lui conservant l'accès à des renseignements atomiques peut n'être plus conforme aux intérêts de la sécurité.

F. Pour assurer une rapide communication des renseignements susceptibles d'être considérés comme défavorables et qui auraient été découverts postérieurement à l'octroi d'une qualification de sécurité, une liaison efficace devra être maintenue dans chaque Etat entre les organismes responsables de la sécurité nationale et l'autorité chargée de la décision en matière de qualification de sécurité.

CONFIDENTIAL SECURITY ANNEX TO THE AGREEMENT  
BETWEEN THE PARTIES TO THE NORTH ATLANTIC TREATY  
FOR CO-OPERATION REGARDING ATOMIC INFORMATION



B. Prior to affording access to atomic information, the determination of eligibility (decision to grant security clearance) for each individual to be afforded such access shall be made by a responsible authority of the government of the individual concerned.

C. The decision as to whether the granting of a security clearance is clearly consistent with the interests of security shall be a determination based on all available information. Prior to this determination, an investigation shall be conducted by a responsible government authority and the information developed shall be reviewed in the light of the principal types of derogatory information which create a question as to an individual's eligibility for security clearance, as these are set forth in Section III of the Confidential Supplement of 1st January, 1961, to C-M(55)15(Final).

D. The minimum scope and extent of the investigation shall be in accordance with the standards set out in Section II of the Confidential Supplement to C-M(55)15(Final), except that a background investigation shall be required for clearance for access to atomic information classified Secret for individuals other than members of the armed forces or civilian personnel of the military establishments of the member states.

E. Each establishment handling atomic information shall maintain an appropriate record of the clearance of individuals authorised to have access to such information at that establishment. Each clearance shall be reviewed, as the occasion demands, to insure that it conforms with the current standards applicable to the individual's employment, and shall be re-examined as a matter of priority when information is received which indicates that continued employment involving access to atomic information may no longer be consistent with the interests of security.

F. Effective liaison shall be maintained in each state between the national agencies responsible for national security and the authority responsible for making clearance determinations to assure prompt notification of information with derogatory implications developed subsequent to the grant of security clearance.





ANNEXE DE SECURITE CONFIDENTIELLE A L'ACCORD  
ENTRE LES ETATS PARTIES AU TRAITE DE  
L'ATLANTIQUE NORD SUR LA COOPERATION DANS  
LE DOMAINE DES RENSEIGNEMENTS ATOMIQUES

SECTION III

SECURITE PHYSIQUE

A. Les renseignements atomiques seront protégés physiquement contre l'espionnage, le sabotage, l'accès non autorisé ou toute autre activité hostile. Cette protection sera adaptée à l'importance des intérêts de sécurité en cause.

B. Les programmes concernant la sécurité physique des renseignements atomiques seront établis de manière à assurer :

1. une protection efficace des informations atomiques en cours d'utilisation, en magasin, ou en transit ;
2. l'établissement de zones de sécurité, avec accès contrôlés, lorsque cette mesure sera jugée nécessaire en raison de la sensibilité, de la nature, du volume et de l'emploi des renseignements atomiques classifiés ainsi que de la nature et de l'emplacement du ou des bâtiments intéressés ;
3. un système d'accès contrôlé comprendra des procédures d'autorisation établies par une autorité compétente, des méthodes précises d'identification des personnes et une comptabilité d'enregistrement des moyens d'identification ; un dispositif permettant de restreindre les mouvements à l'intérieur des zones de sécurité et de limiter l'accès à ces zones.

C. Les dispositions du paragraphe B ci-dessus viendront s'ajouter aux procédures figurant dans la Section IV du C-M(55)15(Définitif).



CONFIDENTIAL SECURITY ANNEX TO THE AGREEMENT  
BETWEEN THE PARTIES TO THE NORTH ATLANTIC TREATY  
FOR CO-OPERATION REGARDING ATOMIC INFORMATION

SECTION III

PHYSICAL SECURITY

A. Atomic information shall be protected physically against espionage, sabotage, unauthorised access or any other hostile activity. Such protection shall be commensurate with the importance of the security interest involved.

B. Programmes for physical security of atomic information shall be established so as to assure :

1. Proper protection of atomic information on hand for immediate use, in storage or in transit.
2. The establishment of security areas, with controlled access, when deemed necessary by reason of the sensitivity, character, volume and use of the classified atomic information, and the character and location of the building or buildings involved.
3. A system of controlled access which shall embody procedures for a competent authority to authorise access, accurate methods of personnel identification and accountability for identification media ; and a means of enforcing limitations on movement within, and access to, security areas.

C. The provisions of paragraph B above will be in addition to the procedures set forth in Section IV of C-M(55)15(Final).



ANNEXE DE SECURITE CONFIDENTIELLE A L'ACCORD  
ENTRE LES ETATS PARTIES AU TRAITE DE  
L'ATLANTIQUE NORD SUR LA COOPERATION DANS  
LE DOMAINE DES RENSEIGNEMENTS ATOMIQUES



SECTION IV

CONTROLE DES RENSEIGNEMENTS ATOMIQUES

A. Des programmes de contrôle des renseignements seront établis avec pour objet fondamental :

1. le contrôle des accès ;
2. une prise en compte immédiate conforme à l'intérêt des informations ;
3. la destruction quand les documents ou les renseignements ne présentent plus d'intérêt.

B. Les classifications de sécurité appliquées par le Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique aux renseignements atomiques communiqués aux termes de l'Accord seront respectées en tout temps ; leur reclassification ou leur déclassification ne pourra être effectuée qu'avec l'accord du Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique.

C. Les documents contenant des renseignements atomiques communiqués par le Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique aux termes de l'Accord porteront une identification OTAN et une classification de sécurité équivalent à celle qui leur aura été attribuée par le Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique, suivie du mot ATOMAL. En outre, la note suivante sera insérée dans le document, dans la langue correspondante :

"Le présent document contient des informations atomiques fournies par les Etats-Unis (classifiées "données réservées" ou "antérieurement données réservées") en application de l'Accord OTAN sur la Coopération dans le Domaine des Renseignements atomiques en date du 18 Juin 1964 et doit être sauvegardé conformément aux dispositions dudit Accord."



CONFIDENTIAL SECURITY ANNEX TO THE AGREEMENT  
BETWEEN THE PARTIES TO THE NORTH ATLANTIC TREATY  
FOR CO-OPERATION REGARDING ATOMIC INFORMATION

SECTION IV

CONTROL OF ATOMIC INFORMATION

A. Information control programmes shall be maintained which will have for their basic purposes :

1. Control of access.
2. Ready accountability commensurate with the degree of sensitivity.
3. Destruction when no longer needed.

B. Security classifications applied by the Government of the United States of America to atomic information communicated under the Agreement shall be observed at all times ; regrading or declassification may be done only with the approval of the Government of the United States of America.

C. Documents containing United States atomic information communicated under the Agreement shall bear NATO markings and a security classification equivalent to that assigned by the Government of the United States of America, followed by the word ATOMAL. In addition, the following marking shall be entered on the document in the language of the document :

"This document contains United States atomic information (Restricted Data or Formerly Restricted Data) made available pursuant to the NATO Agreement for Co-operation Regarding Atomic Information dated 18<sup>th</sup> June, 1964 and will be safeguarded accordingly."



ANNEXE DE SECURITE CONFIDENTIELLE A L'ACCORD  
ENTRE LES ETATS PARTIES AU TRAITE DE  
L'ATLANTIQUE NORD SUR LA COOPERATION DANS  
LE DOMAINE DES RENSEIGNEMENTS ATOMIQUES

D. Des registres d'enregistrement seront tenus pour tous les documents TRES SECRET et SECRET et pour tous les documents dont la circulation est frappée de restrictions particulières conformément à l'Article VI de l'Accord. Ces registres mentionneront l'identité de tous les destinataires de documents dont la circulation est frappée de restrictions particulières.

E. Il sera possible de faire des reproductions, extraits et traductions compris, de documents contenant des renseignements atomiques fournis par les Etats-Unis et portant les marques d'identification stipulées au paragraphe C ci-dessus, sous les conditions suivantes :

1. Les documents classés SECRET et TRES SECRET ne pourront être reproduits qu'avec l'accord préalable du Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique. Ces documents seront convenablement annotés à cet effet. En cas d'urgence, si l'accord préalable du Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique ne peut être obtenu à temps, il pourra être fait exception à cette règle, à condition que le Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique en soit informé le plus rapidement possible.
2. Les documents classifiés CONFIDENTIEL ne pourront être reproduits qu'au fur et à mesure des besoins.
3. Ces reproductions, extraits et traductions compris, porteront toutes les identifications de sécurité (y compris la note mentionnée au paragraphe C) se trouvant sur le document d'origine et seront soumis au même contrôle d'enregistrement que ce dernier. Lorsque les différents paragraphes du texte en question portent des classifications de sécurité différentes, la classification d'ensemble du document reproduisant les extraits de renseignements atomiques sera celle du paragraphe ayant la classification la plus élevée parmi ceux d'où les renseignements ont été extraits ; le cas échéant, ces paragraphes porteront la note spécifiée au paragraphe C. Les procédures d'enregistrement des renseignements atomiques ainsi communiqués seront celles qui sont prévues au paragraphe D de la présente section. En outre, des limitations spéciales qui auraient été imposées au document original s'appliqueront également aux documents contenant les extraits.



CONFIDENTIAL SECURITY ANNEX TO THE AGREEMENT  
BETWEEN THE PARTIES TO THE NORTH ATLANTIC TREATY  
FOR CO-OPERATION REGARDING ATOMIC INFORMATION



D. Accountability records shall be maintained for all Top Secret and Secret documents, and for all documents on which special limitations have been placed in accordance with Article VI of the Agreement. These records shall show the identity of all recipients of documents on which special limitations have been placed.

E. Reproductions, including extracts and translations, of documents containing United States atomic information bearing the markings specified in paragraph C above may be made under the following rules :

1. Documents classified Secret and Top Secret may be reproduced only with the prior approval of the Government of the United States of America. Such documents shall bear a suitable notation to this effect. In emergencies when prior approval cannot be obtained in time, this rule may be waived, but the Government of the United States of America shall be so informed by the most expeditious means.
2. Documents classified Confidential may be reproduced only as necessary to meet current requirements.
3. Reproductions, including extracts and translations, shall bear all security markings (including the marking described in paragraph C) found on the original document and shall be placed under the accountability controls applied to the original document. Where paragraphs bear separate classifications, the security classification of documents containing extracted atomic information shall bear the classification of the paragraph with the highest classification from which extracts were taken and where appropriate the marking specified in paragraph C. Accountability controls for extracted atomic information shall be as provided in paragraph D of this Section. Further, such special limitations as may have been placed on the original document shall apply to documents containing the extracts.



ANNEXE DE SECURITE CONFIDENTIELLE A L'ACCORD  
ENTRE LES ETATS PARTIES AU TRAITE DE  
L'ATLANTIQUE NORD SUR LA COOPERATION DANS  
LE DOMAINE DES RENSEIGNEMENTS ATOMIQUES

F. Les documents établis en vue d'enregistrer la transmission verbale ou visuelle de renseignements atomiques aux termes de l'Accord porteront les marques d'identification indiquées au paragraphe C ci-dessus et seront soumis aux règles d'enregistrement et de contrôle applicables à l'échelon de classification correspondant.

SECTION V

VOIES DE TRANSMISSION

La communication par le Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique de renseignements atomiques aux termes de l'Accord, y compris les communications verbales ou visuelles, s'effectuera par les moyens existants ou susceptibles d'être agréés ultérieurement. Pour aider le Secrétaire Général à s'acquitter des fonctions de sécurité qui lui incombent aux termes du paragraphe C de la Section I de la présente Annexe, le Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique lui fournira les renseignements nécessaires pour lui permettre d'identifier chaque transmission écrite de renseignements atomiques effectuée ou autorisée par ce gouvernement en vertu de l'Accord. Ces renseignements seront également transmis au Groupe Permanent en ce qui concerne les communications faites à des éléments militaires.

SECTION VI

COMPTES RENDUS

A. Tout Etat membre et tout élément civil ou militaire de l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord recevant du Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique des renseignements atomiques aux termes de l'Accord transmettront, par les voies existantes ou susceptibles d'être agréées ultérieurement, à ce Gouvernement, par l'intermédiaire du Secrétaire Général, au plus tard le 31 mars de chaque année, un compte rendu donnant les précisions suivantes :

1. Liste de tous les documents atomiques reçus du Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique au cours des douze mois se terminant le 31 décembre de l'année précédente.

CONFIDENTIAL SECURITY ANNEX TO THE AGREEMENT  
BETWEEN THE PARTIES TO THE NORTH ATLANTIC TREATY  
FOR CO-OPERATION REGARDING ATOMIC INFORMATION



F. Documents prepared to record atomic information received under the Agreement by oral or visual means shall bear the markings specified in paragraph C above and shall be subject to the rules for accountability and control applicable to the level of classification involved.

SECTION V

CHANNELS OF TRANSMISSION

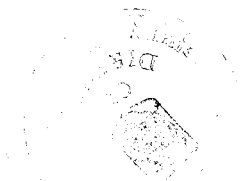
Communications by the Government of the United States of America of atomic information under the Agreement, including oral and visual communication, shall be through channels now existing or as may be hereafter agreed. To assist the Secretary General in the discharge of his security responsibilities under paragraph C of Section I of the present Annex, the Government of the United States of America shall provide the Secretary General with sufficient information to identify each written communication of atomic information by the Government of the United States of America and each communication authorised by the Government of the United States of America under the Agreement. This information will also be sent to the Standing Group for all communications made to military elements.

SECTION VI

REPORTS

A. Each member state and NATO military and civilian element which receives United States atomic information under the Agreement shall submit by 31st March of each year, utilising channels now existing or as may be hereafter agreed, through the Secretary General to the Government of the United States of America a report containing the following :

1. A list of all atomic documents received from the Government of the United States of America during the twelve months ending 31st December of the previous year.





ANNEXE DE SECURITE CONFIDENTIELLE A L'ACCORD  
ENTRE LES ETATS PARTIES AU TRAITE DE  
L'ATLANTIQUE NORD SUR LA COOPERATION DANS  
LE DOMAINE DES RENSEIGNEMENTS ATOMIQUES

2. Registre indiquant la distribution des documents énumérés au paragraphe 1 ci-dessus.
3. Document certifiant qu'il a été effectué une vérification matérielle de tous les documents atomiques dont l'Etat membre ou l'élément civil ou militaire de l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord est responsable aux termes de l'Accord. Ce certificat comprendra une liste de tous les documents non retrouvés, accompagnée d'un exposé des résultats de l'enquête consécutive à la perte du document et des mesures prises pour en éviter le renouvellement.

B. Au cas où des renseignements atomiques transmis par le Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique aux termes de l'Accord se trouveraient compromis par la perte de documents ou pour toute autre raison, un rapport contenant tous renseignements utiles à ce sujet sera fourni immédiatement au Secrétaire Général et au Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique, par les voies existantes ou susceptibles d'être agréées ultérieurement.

SECTION VII

ENSEIGNEMENT DE LA SECURITE

Les Etats membres et les éléments civils et militaires de l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord recevant des renseignements en vertu de l'Accord établiront un programme adéquat en vue d'informer chacune des personnes ayant accès aux renseignements atomiques des responsabilités qui leur incombent en matière de sauvegarde de ces renseignements. Ce programme comprendra une instruction et une orientation initiales précises, suivies d'instructions périodiques où l'accent sera mis sur les responsabilités de chacun et un entretien final au départ des personnes en fin de contrat, mettant en relief que les intéressés ne sont pas dégagés, par leur cessation d'emploi, de leurs responsabilités en matière de protection des renseignements atomiques.

CONFIDENTIAL SECURITY ANNEX TO THE AGREEMENT  
BETWEEN THE PARTIES TO THE NORTH ATLANTIC TREATY  
FOR CO-OPERATION REGARDING ATOMIC INFORMATION

2. A record of the distribution of the documents listed in paragraph 1 above, and
3. A certification that a physical muster has been made of all atomic documents for which the member state or NATO military or civilian element is accountable under the Agreement. The certification shall include a list of all documents unaccounted for, with a statement of the results of the investigation of the loss and the corrective action taken to prevent a recurrence.

B. If United States atomic information communicated under the Agreement is compromised by loss of documents or any other means, an immediate report including all pertinent information concerning the compromise shall be made, utilising channels now existing or as may be hereafter agreed, to the Secretary General and the Government of the United States of America.

SECTION VII

SECURITY EDUCATION

Member states and NATO military and civilian elements receiving information under the Agreement shall maintain an adequate programme to assure that all individuals who are authorised access to atomic information are informed of their responsibilities to safeguard that information. The programme shall include a specific initial indoctrination and orientation, periodic re-emphasis of individual responsibilities and a termination interview stressing the continuing responsibilities for protection of atomic information.



ANNEXE DE SECURITE CONFIDENTIELLE A L'ACCORD  
ENTRE LES ETATS PARTIES AU TRAITE DE  
L'ATLANTIQUE NORD SUR LA COOPERATION DANS  
LE DOMAINE DES RENSEIGNEMENTS ATOMIQUES

SECTION VIII

SECURITE DES CONTRATS CLASSIFIES

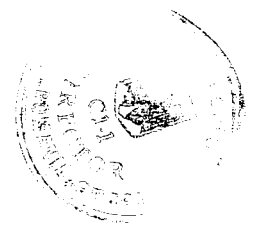
Tout contrat, sous-contrat, contrat passé avec des conseillers techniques, ou autre convention classifiée conclue par les Etats Parties à l'Accord et dont l'exécution exige l'accès aux renseignements atomiques échangés aux termes de l'Accord, contiendra des dispositions appropriées faisant obligation aux signataires privés de se conformer aux dispositions de sécurité formulées dans la présente Annexe.

SECTION IX

REEXAMEN PERMANENT DU SYSTEME DE SECURITE

A. Il est reconnu que la mise en oeuvre efficace et rapide des mesures de sécurité peut être sensiblement favorisée par des visites mutuelles entre membres des services de sécurité. Les Etats Parties à l'Accord sont convenus de continuer à procéder à des échanges de vues quant aux mesures, normes et procédures de sécurité et de permettre aux groupes de travail spécialisés des Etats-Unis d'examiner et de vérifier directement les procédures et usages suivis par les organismes de l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord et des Etats membres chargés de la protection des documents et des renseignements communiqués en vertu de l'Accord ; une telle action étant entreprise afin d'obtenir que les systèmes de sécurité respectifs soient adaptés à leur but et raisonnablement comparables.

B. Le Secrétaire Général et le Groupe Permanent, s'il s'agit de visites à des éléments militaires, seront informés de ces visites et après chaque visite un rapport indiquant les conclusions pertinentes des Groupes de travail des Etats-Unis leur sera communiqué. Toutes les visites d'installations nationales seront effectuées en coopération avec les services nationaux de sécurité des Etats en cause.



CONFIDENTIAL SECURITY ANNEX TO THE AGREEMENT  
BETWEEN THE PARTIES TO THE NORTH ATLANTIC TREATY  
FOR CO-OPERATION REGARDING ATOMIC INFORMATION

SECTION VIII

SECURITY OF CLASSIFIED CONTRACTS

Every classified contract, sub-contract, consultant agreement or other arrangement entered into by Parties to the Agreement, the performance of which involves access to atomic information exchanged under the Agreement, shall contain appropriate provisions imposing obligations on the private parties involved to abide by the security arrangements set forth in this Annex.

SECTION IX

CONTINUING REVIEW OF SECURITY SYSTEM

A. It is recognised that effective and prompt implementation of security policies can be materially advanced through reciprocal visits of security personnel. It is agreed to continue a thorough exchange of views relative to security policies, standards and procedures and to permit United States security working groups to examine and view at first hand the procedures and practices of the agencies of the North Atlantic Treaty Organization and of the agencies of member states responsible for the protection of documents and information communicated under the Agreement, such visits to be undertaken with a view to achieving an understanding of adequacy and reasonable comparability of the respective security systems.

B. The Secretary General, and the Standing Group in the case of visits to military elements, will be informed of these visits and reports setting forth pertinent findings of the United States working groups will be furnished to them following each visit. All visits to national elements will be carried out in co-operation with the national security authorities of the states concerned.



ANNEXE DE SECURITE CONFIDENTIELLE A L'ACCORD  
ENTRE LES ETATS PARTIES AU TRAITE DE  
L'ATLANTIQUE NORD SUR LA COOPERATION DANS  
LE DOMAINE DES RENSEIGNEMENTS ATOMIQUES

SECTION X

INSPECTIONS DE SECURITE

A. Des inspections générales de sécurité de tous les organismes militaires et civils de l'OTAN et des Etats membres ayant reçu des renseignements atomiques en vertu de l'Accord seront effectuées régulièrement, au moins une fois par an, selon les dispositions prévues à la Section I, paragraphe A, de la présente Annexe. Ces inspections seront effectuées par les organismes OTAN responsables de l'application du programme de sécurité OTAN, et par l'intermédiaire des personnels qualifiés. Le Conseil pourra, s'il l'estime nécessaire ou souhaitable, prescrire des inspections particulières et désigner à cette fin des groupes d'inspection composés de personnels des agences civiles et militaires de l'OTAN ou d'autres personnels qualifiés. Les inspections des éléments militaires et civils nationaux seront coordonnées avec les autorités nationales appropriées.

B. Tous les aspects du programme de sécurité seront étudiés au cours des inspections. Dans un délai de trente jours après l'inspection, un rapport écrit comprenant une liste de toutes les insuffisances éventuellement constatées dans l'application des règlements de sécurité sera transmis au Secrétaire Général.

C. Des copies de ces rapports d'inspection seront adressées par le Secrétaire Général aux Etats-Unis, en application de l'Accord, et le cas échéant, dans la mesure compatible avec les autres dispositions applicables, à l'installation inspectée, au service national de sécurité intéressé et aux quartiers généraux.

D. Dans les trente jours qui suivront la réception d'un rapport d'inspection, les autorités de l'élément OTAN ou national inspecté adresseront au Secrétaire Général un compte rendu des mesures prises pour remédier aux insuffisances constatées dans le rapport d'inspection. Après examen de ces rapports et comptes rendus, le Secrétaire Général, agissant au nom du Conseil, appellera, selon les

CONFIDENTIAL SECURITY ANNEX TO THE AGREEMENT  
BETWEEN THE PARTIES TO THE NORTH ATLANTIC TREATY  
FOR CO-OPERATION REGARDING ATOMIC INFORMATION

SECTION X

SECURITY INSPECTIONS

A. Comprehensive security inspection of all NATO military and civilian elements and member nations which have received atomic information under the Agreement shall be made regularly, but not less often than once every twelve months, in accordance with the criteria set forth in Section I, paragraph A of this Annex. These inspections shall be made by the NATO agencies having responsibility for the application of the NATO security programme, using qualified personnel. The Council may, as it considers necessary or desirable, direct special inspections to be made and designate ad hoc inspection teams composed of personnel from NATO civilian and military agencies or other qualified personnel. Visits to military and civilian elements of member states will be co-ordinated with the appropriate national authorities.

B. All phases of the security programme shall be examined and within thirty days after the completion of the inspection a written report that shall include a list of any deficiencies found in the application of the security regulations will be sent to the Secretary General.

C. Copies of these inspection reports shall be made available by the Secretary General to the United States pursuant to the Agreement and, consistent with other provisions thereof and as may be appropriate, to the installation inspected, the national security authority concerned, and the military headquarters.

D. Within thirty days after receipt of the inspection report, the appropriate authorities of the NATO or national element inspected shall forward to the Secretary General a report of action taken to correct all deficiencies listed in the inspection report. After reviewing the inspection reports and the reports of corrective action taken, the Secretary General, acting on behalf of the Council, shall, as appropriate, draw



ANNEXE DE SECURITE CONFIDENTIELLE A L'ACCORD  
ENTRE LES ETATS PARTIES AU TRAITE DE  
L'ATLANTIQUE NORD SUR LA COOPERATION DANS  
LE DOMAINE DES RENSEIGNEMENTS ATOMIQUES

cas, l'attention des autorités nationales, du Groupe Permanent ou de l'agence civile concernée, sur les nouvelles mesures qui pourraient être nécessaires pour répondre aux normes de sécurité et aux dispositions de l'Accord. Des copies de ces comptes rendus des mesures prises ainsi que des commentaires du Secrétaire Général ci-dessus mentionnés seront diffusées de la manière prévue au paragraphe C de la présente section pour les rapports d'inspection.

E. Au cas où, après l'application des mesures prévues au paragraphe D de la présente section, une question non résolue subsisterait concernant une mesure corrective, le Secrétaire Général soumettrait l'affaire au Conseil, en recommandant la désignation d'un groupe d'inspection pour enquêter et faire rapport au Conseil, qui prendrait alors les mesures appropriées.

CONFIDENTIAL SECURITY ANNEX TO THE AGREEMENT  
BETWEEN THE PARTIES TO THE NORTH ATLANTIC TREATY  
FOR CO-OPERATION REGARDING ATOMIC INFORMATION

the attention of the national authorities, the Standing Group or the civilian element concerned to whatever further action may be required to meet NATO security criteria and the provisions of this Agreement. Copies of the reports of corrective action as well as copies of any comments forthcoming from the Secretary General in accordance with this paragraph shall be distributed in the same manner as provided in paragraph C of this Section for the inspection reports.

E. In the event that a problem regarding corrective action arising from a security inspection remains unresolved after the application of procedures set forth in paragraph D of this Section, the Secretary General shall bring the matter to the attention of the Council with a recommendation that an ad hoc inspection team be designated to investigate the problem and report to the Council, which will thereupon take appropriate action.



ANNEXE DE SECURITE CONFIDENTIELLE A L'ACCORD  
ENTRE LES ETATS PARTIES AU TRAITE DE  
L'ATLANTIQUE NORD SUR LA COOPERATION DANS  
LE DOMAINE DES RENSEIGNEMENTS ATOMIQUES

CONFIDENTIAL SECURITY ANNEX TO THE AGREEMENT  
BETWEEN THE PARTIES TO THE NORTH ATLANTIC TREATY  
FOR CO-OPERATION REGARDING ATOMIC INFORMATION

Pour le Royaume de Belgique : 19 juin 1964  
For the Kingdom of Belgium : *A. De Weert*

Pour le Canada : 30 Juin 1964  
For Canada : *Ernest Gruening*

Pour le Royaume de Danemark : 25 juin 1964  
For the Kingdom of Denmark : *J. Lennarth*

Pour la France : 18 juin 1964  
For France : *F. Leynaud*

Pour la République Fédérale d'Allemagne : 18 Juin 1964  
For the Federal Republic of Germany : *W. Lohmann*

Pour le Royaume de Grèce : 18 Juin 1964  
For the Kingdom of Greece : *S. Papanicolaou*

Pour l'Islande : 18<sup>th</sup> June 1964  
For Iceland : *Pjetur Thorsteinsson*

Pour l'Italie : 22 Juin 1964  
For Italy : *A. Allamanna*

ANNEXE DE SECURITE CONFIDENTIELLE A L'ACCORD  
ENTRE LES ETATS PARTIES AU TRAITE DE  
L'ATLANTIQUE NORD SUR LA COOPERATION DANS  
LE DOMAINE DES RENSEIGNEMENTS ATOMIQUES

CONFIDENTIAL SECURITY ANNEX TO THE AGREEMENT  
BETWEEN THE PARTIES TO THE NORTH ATLANTIC TREATY  
FOR CO-OPERATION REGARDING ATOMIC INFORMATION

Pour le Grand-Duché de Luxembourg : 18 juin 1964  
For the Grand Duchy of Luxembourg : *André Bontjes*

Pour le Royaume des Pays-Bas : 18 juin 1964  
For the Kingdom of the Netherlands : *J. W. Borm*

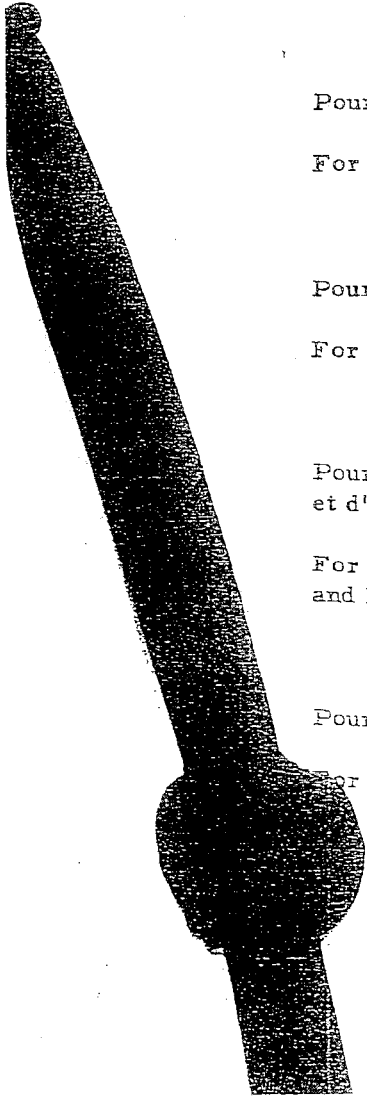
Pour le Royaume de Norvège : 24<sup>th</sup> July 1964  
For the Kingdom of Norway : *Gyng Kristiansen*

Pour le Portugal : le 9 juillet 1964  
For Portugal : *Francisco Sá Carneiro*

Pour la Turquie : le 18 juin 1964  
For Turkey : *Ulusoy*

Pour le Royaume-Uni de Grande-Bretagne  
et d'Irlande du Nord : 18th June, 1964  
For the United Kingdom of Great Britain  
and Northern Ireland : *Ernest Simmonds*

Pour les Etats-Unis d'Amérique :  
For the United States of America :  
June 18, 1964  
*James B. Sullivan*



Pour l'Espagne:

For Spain:

*[Signature]*  
27th of September, 2000

Pour la République Tchèque:

For the Czech Republic:

5 November, 1999

*[Signature]*

Pour la République de Hongrie:

For the Republic of Hungary:

December 10, 1999

*[Signature]*

Pour la République de Pologne:

For the Republic of Poland:

Przemysław Cudański  
24 October 2000

Pour la République de Bulgarie:

For the Republic of Bulgaria:

*[Signature]*  
August 4, 2005

Pour la République d'Estonie:

For the Republic of Estonia:

*[Signature]*  
sept 1. 2005

Pour la République de Lettonie:

For the Republic of Latvia:

*[Signature]*  
24. sept., 2004

Pour la République de Lituanie:

For the Republic of Lithuania:

*[Signature]*  
September 8, 2004

Pour la Roumanie:

For Romania:

*[Signature]*  
February 14th, 2005

Pour la République slovaque:

For the Slovak Republic:

*[Signature]*  
March 2nd 2005

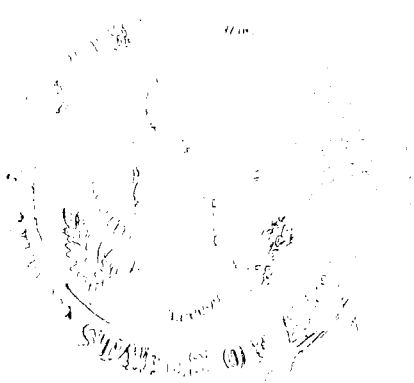
Pour la République de Slovénie:

For the Republic of Slovenia:




I CERTIFY THAT the foregoing is a true copy of the Agreement  
Between the Parties to the North Atlantic Treaty for Co-operation Regarding  
Atomic Information, with annexes, dated at Paris on June 18, 1964, in the  
English and French languages, the signed original of which is deposited in the  
archives of the Government of the United States of America.

IN TESTIMONY WHEREOF, I, CONDOLEEZZA RICE, Secretary of  
State of the United States of America, have hereunto caused the seal of the  
Department of State to be affixed and my name subscribed by the  
Authentication Officer of the said Department, at the city of Washington, in  
District of Columbia, this first day of March, 2006.

  
*Condoleezza Rice*  
Secretary of State

By *Denitza J. Hawkins*  
Authentication Officer  
Department of State





# MINISTERUL AFACERILOR EXTERNE

Nr. H2-1/948/08.09.2005

Aprob,

Traian BĂNESCU  
Președintele României

De acord,

Călin POPESCU-TĂRICEANU  
Primul-ministru al României

## MEMORANDUM

Avizat: / doamna Monica MACOVEI, ministrul justiției

domnul Valică GOREA, președintele Agenției Nucleare

domnul Vilmos ZSOMBORI, președintele Comisiei Naționale pentru  
Controlul Activităților Nucleare

domnul Alexandru Radu CIMOFTE, directorul Serviciului Român de  
Informații

p. domnul Gheorghe FULGA, directorul Serviciului de Informații Externe

De la: Teodor ATANASIU, ministrul apărării naționale

Mihai-Răzvan UNGUREANU, ministrul afacerilor

Marius PETRESCU, directorul general al Oficiului Registrului Național  
pentru Informații Secrete de Stat

TEMA: Aprobarea semnării Acordului între Părțile la Tratatul Atlanticului  
Nord privind cooperarea în domeniul informațiilor atomice

I. În conformitate cu *acquis*-ul Organizației Tratatului Atlanticului de Nord (NATO), România s-a obligat să devină parte la *Acordul între Părțile la Tratatul Atlanticului de Nord privind cooperarea în domeniul informațiilor atomice (Agreement between the Parties to the North Atlantic Treaty for Co-operation regarding Atomic Information)*, deschis spre semnare la Paris, la 18 iunie 1964 (documentul NATO C-M(64)39), denumit în continuare Acordul ATOMIC.

II. După cum reiese din conținutul său, Acordul ATOMIC constituie un angajament bilateral între un stat membru NATO și Statele Unite ale Americii.

Acordul are un caracter special, având în vedere atât conținutul informațiilor care constituie obiect al Acordului – informații atomice folosite în scopuri de apărare -, cât și faptul că reglementează, în principal, modul în care SUA comunică informații atomice celorlalte state membre NATO. În subsidiar, Acordul ATOMIC prevede modalitățile prin care informațiile atomice sunt comunicate de celelalte state membre NATO.

Acordul constă din trei părți:

- Documentul de bază;
- Anexa tehnică;
- Anexa de securitate.

În conformitate cu prevederile Acordului ATOMIC, Statele Unite ale Americii vor comunica informațiile relevante în baza art. I și IV ale Acordului, în conformitate cu propriile reglementări, în măsura în care comunicările făcute nu aduc prejudicii propriei securități. Celelalte state părți la Acord vor comunica informațiile atomice proprii în baza art. II, în măsura în care acestea consideră necesar și conform unor acorduri ulterioare încheiate în mod similar.

Anexa tehnică prevede tipurile de informații atomice pe care Guvernul Statelor Unite ale Americii le poate pune la dispoziția Organizației Tratatului Atlanticului de Nord și statelor membre ale acesteia.

În ceea ce privește protecția informațiilor puse la dispoziție în baza prezentului Acord, art. V conține o prevedere generală care subliniază faptul că statele părți la Acord nu vor avea standarde de protecție a informațiilor atomice mai scăzute decât standardele

prevăzute în regulamentele NATO de la data intrării în vigoare a Acordului ATOMIC. De asemenea, art. V și art. VI stipulează că informațiile atomice puse de Guvernul Statelor Unite la dispoziția NATO pot fi comunicate statelor membre numai în măsura în care acest lucru este necesar pentru îndeplinirea unor operațiuni NATO și că Statele Unite pot impune gradul de diseminare a informațiilor transmise în temeiul Acordului ATOMIC. În ceea ce privește invențiile sau descoperirile rezultate din deținerea unor astfel de informații, acestea vor fi făcute accesibile Guvernului Statelor Unite pentru scopuri de apărare, în mod gratuit, în baza unor aranjamente ce urmează a fi convenite ulterior.

Anexa de securitate a Acordului ATOMIC detaliază procedurile privind protecția informațiilor atomice, cuprinzând prevederi referitoare la securitatea personalului, securitatea fizică, controlul informațiilor atomice, canalele de transmitere, obligațiile de raportare ale părții primitoare, instruirea personalului statelor părți în vederea îndeplinirii obligațiilor de protecție, contractele clasificate, perfecționarea sistemelor de securitate, inspecțiile de securitate.

În prezent toate cele trei părți ale Acordului ATOMIC sunt declassificate, neexistând nici un fel de restricții de securitate în ceea ce privește publicarea lor, în original sau în traducere, dezbateră conținutului lor în Parlament sau în alte situații publice.

În ceea ce privește procedura de aplicare a măsurilor de protecție a informațiilor din domeniul atomic ce vor fi transmise României de către Guvernul SUA, facem următoarele precizări:

Urmare intrării în vigoare a Acordului ATOMIC pentru un nou semnatar, devin automat aplicabile pentru statul respectiv prevederile „*Aranjamentelor administrative de implementare a Acordului între Părțile Tratatului Atlanticului de Nord pentru cooperare privind informațiile ATOMAL*” („*Administrative Arrangements to implement the Agreement between the Parties to the North-Atlantic Treaty for Co-operation regarding the ATOMAL Information*”), (documentul C-M(68)41, a 5-a Revizuire), denumit în continuare Aranjamente Administrative.

Pentru punerea în practică a prevederilor Aranjamentelor Administrative nu este obligatorie urmarea anumitor proceduri, stabilirea modalităților de implementare



rămânând la latitudinea fiecărui stat care devine parte la Acordul ATOMIC (respectiv act normativ național ori ratificare odată cu Acordul).

Trebuie reținut că, spre deosebire de documentul de bază și anexele acestuia, Aranjamentele Administrative reprezintă document NATO clasificat, care trebuie protejat în consecință, sens în care poate fi comunicat numai persoanelor juridice de drept public sau privat îndreptățite, accesul la prevederile lui fiind posibil numai în condițiile existenței unui certificat de securitate corespunzător și în baza principiului „necesitatea de a cunoaște”.

**III.** Din punct de vedere procedural, primul pas îl constituie semnarea Acordului ATOMIC, ce poate fi realizată de către ambasadorul României la Washington. Instituția americană competentă în acest sens este *Treaty Section* a Departamentului de Stat al SUA.

Următorul pas constă în ratificarea documentului, în legătură cu care nu există nici un fel de recomandări sau restricționări din partea SUA sau a NATO. Instrumentele de ratificare se depun la Washington, împreună cu o declarație prin care statul român se angajează să considere obligatorii prevederile Acordului.

În ceea ce privește data intrării în vigoare a Acordului ATOMIC pentru noile state semnatare, aceasta depinde de momentul în care Guvernul Statelor Unite își exprimă acordul în acest sens.

Față de cele de mai sus, **propunem aprobarea semnării Acordului între Părțile la Tratatul Atlanticului de Nord privind cooperarea în domeniul informațiilor atomice de către Ambasadorul României la Washington la o dată stabilită de comun acord cu Guvernul Statelor Unite ale Americii.**

**ACORD  
ÎNTE PĂRȚILE LA TRATATUL ATLANTICULUI DE NORD  
PENTRU COOPERAREA  
PRIVIND INFORMAȚIILE ÎN DOMENIUL ATOMIC**

**PREAMBUL**

Părțile la Tratatul Atlanticului de Nord, semnat la Washington, la data de 4 aprilie 1949,

Recunoscând că interesele comune de securitate și apărare ale acestora presupun ca ele să fie pregătite pentru eventualitatea unui război atomic și

Recunoscând faptul că interesul lor comun va fi promovat prin punerea la dispoziția Organizației Tratatului Atlanticului de Nord și a statelor sale membre a unor informații relevante în acest sens, și

Luând în considerare Legea Energiei Atomice a Statelor Unite din 1954, modificată, care a fost elaborată în acest scop,

Aționând în numele lor propriu și în numele Organizației Tratatului Atlanticului de Nord,

Convin după cum urmează:

## **ARTICOLUL I**

În conformitate și cu respectarea prevederilor Legii Energiei Atomice a Statelor Unite din 1954, modificată, întrucât Organizația Tratatului Atlanticului de Nord continuă să contribuie substanțial și material la apărarea și securitatea comună, Guvernul Statelor Unite ale Americii va coopera comunicând periodic Organizației Tratatului Atlanticului de Nord și statelor membre, pe măsură ce acestea continuă să aducă astfel de contribuții, informații în domeniul atomic în conformitate cu prevederile prezentului Acord, cu condiția ca Guvernul Statelor Unite ale Americii să constate că o astfel de cooperare va promova apărarea și securitatea și nu va constitui un risc inacceptabil la adresa acestora.

## **ARTICOLUL II**

Similar angajamentelor asumate de Guvernul Statelor Unite ale Americii prin prezentul Acord, celelalte state membre ale Organizației Tratatului Atlanticului de Nord, în măsura în care vor considera necesar, vor comunica Organizației Tratatului Atlanticului de Nord, inclusiv componentelor militare și civile ale acesteia, și statelor membre, informații în domeniul atomic proprii, din categoriile prevăzute în prezentul Acord. Termenii și condițiile determinante pentru comunicarea unor astfel de informații de către alte state membre vor face obiectul unor acorduri ulterioare, însă vor fi identici sau similari cu termenii și condițiile specificate în prezentul Acord.

## **ARTICOLUL III**

Guvernul Statelor Unite ale Americii va comunica Organizației Tratatului Atlanticului de Nord, inclusiv componentelor militare și civile ale acesteia, cât și statelor membre ale Organizației Tratatului Atlanticului de Nord care solicită informații în domeniul atomic legate de obligațiile lor în cadrul misiunilor NATO,

acele informații în domeniul atomic pe care Guvernul Statelor Unite ale Americii le consideră a fi necesare pentru:

- a) dezvoltarea planurilor de apărare;
- b) pregătirea personalului în vederea folosirii armelor atomice și apărării împotriva acestora, precum și împotriva altor aplicații militare ce utilizează energia atomică;
- c) evaluarea capacităților potențialilor inamici de a utiliza armele atomice și alte aplicații militare ce utilizează energia atomică; și
- d) dezvoltarea sistemelor de ducere la țintă compatibile cu armele atomice pe care acestea le transportă.

#### **ARTICOLUL IV**

1. Guvernul Statelor Unite ale Americii va realiza cooperarea în baza prezentului Acord în conformitate cu legile americane aplicabile.

2. Conform prezentului Acord, Guvernul Statelor Unite ale Americii nu va efectua nici un transfer de arme atomice, componente non-nucleare ale armelor atomice sau componente non-nucleare pentru sistemele de arme atomice care implică „Date Restricționate” („Restricted Data”).

3. Informațiile în domeniul atomic comunicate de către Guvernul Statelor Unite ale Americii în baza prezentului Acord vor fi utilizate exclusiv pentru elaborarea sau implementarea planurilor și activităților de apărare NATO, precum și pentru dezvoltarea sistemelor de distribuire în interesele comune ale Organizației Tratatului Atlanticului de Nord.

## ARTICOLUL V

1. Informațiile din domeniul atomic comunicate în temeiul prezentului Acord vor fi pe deplin protejate în conformitate cu regulamentele și procedurile NATO, înțelegerile de securitate convenite și regulamentele și legislațiile naționale în vigoare. Organizația Tratatului Atlanticului de Nord sau statele membre ale acesteia nu vor menține în nici un caz standarde de securitate, pentru protecția informațiilor din domeniul atomic, mai puțin restrictive decât cele stabilite în regulamentele de securitate NATO corespunzătoare și alte înțelegeri de securitate convenite, aflate în vigoare la data la care prezentul Acord intră în vigoare.

2. Înființarea și coordonarea programului de securitate în toate componentele NATO militare și civile se vor efectua sub autoritatea Consiliului Nord Atlantic, în conformitate cu procedurile stabilite în înțelegerile de securitate convenite.

3. Informațiile din domeniul atomic comunicate de Guvernul Statelor Unite ale Americii în baza prezentului Acord vor fi puse la dispoziție prin intermediul unor canale de comunicare a informațiilor din domeniul atomic deja existente sau care vor fi convenite ulterior.

4. Informațiile din domeniul atomic comunicate sau schimbate în baza prezentului Acord nu vor fi comunicate sau schimbate de către Organizația Tratatului Atlanticului de Nord sau de către persoane aflate sub jurisdicția sa către nici o persoană neautorizată sau, exceptând cele stipulate în alin. 5 al prezentului articol, dincolo de jurisdicția respectivei Organizații.

5. Dacă Guvernul Statelor Unite ale Americii nu menționează altfel, informațiile din domeniul atomic ale Statelor Unite furnizate Organizației Tratatului Atlanticului de Nord pot fi comunicate de către Organizația Tratatului

Atlanticului de Nord statelor membre, în măsura în care sunt necesare pentru îndeplinirea activităților referitoare la misiunile NATO, cu condiția ca diseminarea unor astfel de informații din domeniul atomic în cadrul unor astfel de state membre să se limiteze la acele anumite persoane implicate în misiunile NATO pentru care se solicită informațiile. Statele membre convin că informațiile din domeniul atomic primite astfel din partea Organizației Tratatului Atlanticului de Nord sau în baza prezentului Acord nu se vor transfera unor persoane neautorizate sau dincolo de jurisdicția statului membru destinatar; totuși, astfel de informații pot fi comunicate Organizației Tratatului Atlanticului de Nord sau, cu autorizarea Guvernului Statelor Unite ale Americii, altor state membre care solicită astfel de informații pentru desfășurarea activităților referitoare la misiunile NATO.

## **ARTICOLUL VI**

Fără a aduce atingere celorlalte prevederi ale prezentului Acord, Guvernul Statelor Unite ale Americii poate stipula nivelul până la care toate informațiile din domeniul atomic puse la dispoziția Organizației Tratatului Atlanticului de Nord sau statelor membre pot fi diseminate, poate stabili categoriile de persoane care pot avea acces la astfel de informații și poate impune alte asemenea restricții asupra diseminării informațiilor după cum consideră necesar.

## **ARTICOLUL VII**

1. Partea care primește informații din domeniul atomic în baza prezentului Acord le va utiliza numai în scopurile prevăzute de prezentul Acord. Orice invenție sau descoperire a unei Părți sau a persoanelor din jurisdicția sa, care rezultă din deținerea unor astfel de informații, va fi pusă la dispoziția Guvernului Statelor Unite ale Americii, în mod gratuit, în scopuri de apărare, astfel cum se va

stabili prin aranjamente specifice și vor fi protejate conform prevederilor Articolului V din prezentul Acord.

2. Aplicarea sau utilizarea oricăror informații comunicate în baza prezentului Acord va intra în responsabilitatea Părții care le primește; Partea care comunică informațiile nu oferă nici o asigurare sau garanție cu privire la utilizarea sau aplicarea acestora.

## **ARTICOLUL VIII**

Nici una din prevederile prezentului Acord nu se consideră a înlocui sau afecta acordurile bilaterale între Părțile la prezentul Acord care prevăd cooperarea în cadrul schimbului de informații din domeniul atomic.

## **ARTICOLUL IX**

În sensul prezentului Acord:

(a) „Armă atomică” înseamnă orice dispozitiv care utilizează energie atomică, cu excepția mijloacelor de transport sau de propulsie a unui dispozitiv (acolo unde un astfel de mijloc reprezintă o componentă separabilă și divizibilă a dispozitivului respectiv), al cărui scop principal este de utilizare pe post de armă sau de dezvoltare a unei arme, prototip de armă sau dispozitiv de testare a unei arme.

(b) „Informațiile din domeniul atomic” ce urmează a fi furnizate de către Guvernul Statelor unite ale Americii în baza prezentului Acord înseamnă informații care sunt desemnate ca „Date Restricționate” („Restricted Data”) sau „Date Anterior Restricționate” („Formerly Restricted Data”) de către Guvernul Statelor Unite ale Americii.

## ARTICOLUL X

1. Prezentul Acord va intra în vigoare la data primirii, de către Guvernul Statelor Unite ale Americii, a notificării din partea tuturor Părților la Tratatul Atlanticului de Nord asupra angajamentului de a respecta condițiile Acordului.

2. Guvernul Statelor Unite ale Americii va informa toate Părțile la Tratatul Atlanticului de Nord, precum și Organizația Tratatului Atlanticului de Nord asupra fiecărei notificări și asupra intrării în vigoare a prezentului Acord.

3. Prezentul acord va rămâne în vigoare până la încetarea valabilității sale prin acordul unanim sau înlocuirea cu un alt acord, înțelegându-se totuși că încetarea valabilității Acordului nu va elibera nici una dintre Părți de obligațiile care decurg din prezentul Acord în privința protejării informațiilor puse la dispoziție în conformitate cu prezentul Acord.

## ARTICOLUL XI

Fără a aduce atingere prevederilor Articolului VI (4) din Acordul între Părțile Tratatului Atlanticului de Nord pentru Cooperare privind Informațiile în domeniul atomic, semnat la Paris la data de 22 iunie 1955, prezentul Acord, după intrarea sa în vigoare, va înlocui Acordul menționat mai sus, înțelegându-se totuși faptul că informațiile transmise conform aceluși Acord, indiferent de scopurile în care vor fi folosite, au fost comunicate în temeiul prezentului Acord.



## ARTICOLUL XII

Prezentul Acord va purta data la care a fost deschis pentru semnare și va rămâne deschis pentru semnare până când toate Statele Părți ale Tratatului Atlanticului de Nord vor semna prezentul Acord.

Drept pentru care subsemnații Reprezentanți au semnat prezentul Acord în numele Statelor respective, membre ale Organizației Tratatului Atlanticului de Nord, și în numele Organizației Tratatului Atlanticului de Nord.

Întocmit la Paris, astăzi 18 iunie 1964, în limbile engleză și franceză, ambele texte fiind egal autentice, într-un singur exemplar care va fi depozitat în arhivele Guvernului Statelor Unite ale Americii. Guvernul Statelor Unite ale Americii va transmite copii autorizate ale prezentului Acord tuturor Statelor semnatare și în curs de aderare.

Pentru Regatul Belgiei:

Pentru Canada:

Pentru Regatul Danemarcei:

Pentru Franța:

Pentru Republica Federală Germania:

Pentru Regatul Greciei:

Pentru Islanda:

Pentru Italia:

Pentru Marele Ducat al Luxemburgului:

Pentru Regatul Olandei:

Pentru Regatul Norvegiei:

Pentru Portugalia:

Pentru Turcia:

Pentru Regatul Unit al Marii Britanii și Irlandei de Nord:

Pentru Statele Unite ale Americii:

Pentru Spania:

Pentru Republica Cehă:

Pentru Republica Ungaria:

Pentru Republica Polonia:

Pentru Republica Bulgaria:

Pentru Republica Estonia:

Pentru Republica Letonia:

Pentru Republica Lituania:

Pentru România:

Pentru Republica Slovacia.

Pentru Republica Slovenia:

**ANEXA TEHNICĂ SECRETĂ**  
**LA ACORDUL ÎNTRE PĂRȚILE LA TRATATUL NORD-ATLANTIC**  
**PENTRU COOPERAREA PRIVIND**  
**INFORMAȚIILE ÎN DOMENIUL ATOMIC**

Prevederile prezentei Anexe privesc aplicarea unor prevederi ale Acordului pentru Cooperare privind Informațiile în Domeniul Atomic care a fost încheiat la Paris la data de 18 iunie 1964 (denumit în continuare Acord) din care prezenta Anexă este parte integrantă.

**SECȚIUNEA I**

În baza termenilor și condițiilor Acordului, tipurile de informații în domeniul atomic pe care Guvernul Statelor Unite ale Americii le poate pune la dispoziția Organizației Tratatului Atlanticului de Nord și statelor membre ale acesteia sunt:

A. În funcție de necesitatea planificării apărării comune, pregătirii și cerințelor logistice, informațiile referitoare la numere, locații, tipuri, puteri explozive, armare, protejare, comandă și control și echipare cu detonator, a armelor atomice pot fi puse la dispoziție spre utilizare de către sau în sprijinul Organizației Tratatului Atlanticului de Nord.

B. Efectele așteptate sau care rezultă în urma detonării armelor atomice.

C. Reacția structurilor, echipamentelor, comunicațiilor și personalului la efectele armelor atomice, inclusiv criteriile de stabilire a pagubelor sau pierderilor umane sau materiale.

D. Metodele și procedurile de analiză referitoare la efectele armelor atomice.

E. Informațiile despre capacitățile posibilelor state inamice în stare de război atomic.

F. Informațiile despre armele atomice și sistemele de arme atomice necesare pentru realizarea capacității de ducere la țintă a armelor atomice specifice care pot fi puse la dispoziție spre utilizare de către sau în sprijinul Organizației Tratatului Atlanticului de Nord, inclusiv informațiile necesare pentru evaluarea sistemelor de arme atomice pentru stabilirea cerințelor și strategiilor NATO.

G. Informațiile referitoare la sistemele de ducere la țintă, inclusiv tacticile, tehnicile și regulile de întreținere, asamblare, distribuție și echipele de lansare necesare pentru realizarea capacității de ducere la țintă a armelor atomice specifice.

H. În măsura în care influențează planificarea NATO, rezultatele așteptate de la ofensiva aeriană strategică.

I. Informațiile necesare realizării compatibilității armelor atomice specificate cu vehiculele transportoare specificate.

J. Caracteristicile de siguranță ale armelor atomice specificate și ale sistemelor de operare asociate acestor arme și informațiile necesare și corespunzătoare pentru operațiunile de recuperare și repunere în funcțiune în cazul unui accident survenit în legătură cu aceste arme.

K. Informații necesare în cadrul procesului de planificare și instruire a personalului atât pentru utilizarea armelor atomice, cât și pentru apărarea împotriva acestora, care cuprind și informații privind:

1. Folosirea de către forțele militare a izotopilor în scopuri medicale.
2. Apărarea împotriva războiului radiologic.

L. Informații privind apărarea civilă împotriva atacurilor atomice.

M. Alte informații care pot fi considerate de către Autoritățile Statelor Unite ca fiind necesare în sprijinirea Organizației Tratatului Atlanticului de Nord și transferabile în baza prevederilor Legii Energiei Atomice din anul 1954, modificate, și ale Acordului.

## **SECȚIUNEA II**

În baza prezentului Acord nu se vor comunica informații legate de alte aplicații militare ale energiei atomice, de reactoare militare sau de instalații navale cu propulsie nucleară.

Pentru Regatul Belgiei:

Pentru Canada:

Pentru Regatul Danemarcei:

Pentru Franța:

Pentru Republica Federală Germania:

Pentru Regatul Greciei:

Pentru Islanda:

Pentru Italia:

Pentru Marele Ducat al Luxemburgului:

Pentru Regatul Olandei:

Pentru Regatul Norvegiei:

Pentru Portugalia:

Pentru Turcia:

Pentru Regatul Unit al Marii Britanii și Irlandei de Nord:

Pentru Statele Unite ale Americii:

Pentru Spania:

Pentru Republica Cehă:

Pentru Republica Ungaria:

Pentru Republica Polonia:

Pentru Republica Bulgaria:

Pentru Republica Estonia:

Pentru Republica Letonia:

Pentru Republica Lituania:

Pentru România:

Pentru Republica Slovacia.

Pentru Republica Slovenia:

**ANEXA CONFIDENȚIALĂ DE SECURITATE  
LA ACORDUL ÎNTRE PĂRȚILE TRATATULUI ATLANTICULUI DE NORD  
PENTRU COOPERAREA PRIVIND  
INFORMAȚIILE ÎN DOMENIUL ATOMIC**

Prezenta Anexă stabilește măsurile de securitate pe care Organizația Tratatului Atlanticului de Nord și statele membre le vor aplica pentru protecția informațiilor din domeniul atomic puse la dispoziția Organizației Tratatului Atlanticului de Nord și statelor membre ale Organizației de către Guvernul Statelor Unite ale Americii, în baza Acordului de Cooperare privind Informațiile din Domeniul Atomic, încheiat la Paris la data de 18 iunie 1964 (denumit în continuare „Acord”) din care prezenta Anexă face parte integrantă. În cazul în care un stat membru al Organizației Tratatului Atlanticului de Nord, altul decât Guvernul Statelor Unite ale Americii, pune la dispoziție informații din domeniul atomic, în conformitate cu Articolul II din prezentul Acord, aceste informații vor fi protejate prin măsuri de securitate nu mai puțin restrictive decât cele stabilite în prezenta Anexă.

**SECȚIUNEA I**

**GENERALITĂȚI**

A. Componentele NATO militare și civile precum și statele membre vor aplica informațiilor din domeniul atomic comunicate în baza Acordului reglementări de securitate nu mai puțin restrictive decât cele specificate în prezent în C-M(55)15(Final) și în Suplimentul Secret din 1 ianuarie 1961, cât și măsurile de securitate stabilite în prezenta Anexă.

B. Programul de securitate, așa cum este implementat de componentele NATO militare și civile, precum și de statele membre care primesc informații din domeniul atomic în baza Acordului, va cuprinde toate măsurile necesare pentru îndeplinirea cerințelor de securitate prevăzute în prezenta Anexă.

C. Secretarul General, acționând în numele și sub autoritatea Consiliului Atlanticului de Nord, va răspunde de aplicarea programului de securitate al NATO privind protecția informațiilor din domeniul atomic, în conformitate cu prevederile Acordului. Acesta va asigura, pe baza procedurilor prevăzute în Secțiunea X din prezenta Anexă, faptul că toate componentele NATO militare și civile precum și componentele naționale militare și civile iau toate măsurile din programul de securitate al NATO referitoare la protecția informațiilor schimbate în baza Acordului.

D. Accesul la informațiile din domeniul atomic nu se va acorda nici unei persoane doar în virtutea rangului, funcției sau certificatului său de securitate.

E. Accesul la informațiile din domeniul atomic puse la dispoziția Organizației Tratatului Atlanticului de Nord se va limita la cetățenii statelor membre ale Organizației Tratatului Atlanticului de Nord cărora li s-au acordat certificate de securitate în conformitate cu Secțiunea II din prezenta Anexă și ale căror atribuții necesită acces la astfel de informații.

F. Accesul la informațiile din domeniul atomic puse la dispoziția unui stat membru în baza prezentului Acord se va limita la cetățenii statului respectiv cărora li s-au acordat certificate de securitate conform Secțiunii II din prezenta Anexă și ale căror atribuții necesită accesul în vederea îndeplinirii de către statul membru a responsabilităților și angajamentelor sale față de Organizația Tratatului Atlanticului de Nord.



## SECȚIUNEA II

### SECURITATEA PERSONALULUI

A. Nici unei persoane nu i se va acorda certificat de securitate pentru acces la informații din domeniul atomic dacă nu se stabilește faptul că acest certificat nu va pune în pericol securitatea Organizației Tratatului Atlanticului de Nord sau securitatea națională a statelor membre ale Organizației Tratatului Atlanticului de Nord.

B. Înainte de acordarea accesului la informațiile din domeniul atomic, o autoritate competentă din statul unei persoane vizate va stabili eligibilitatea (decizia de acordare a certificatului de securitate) fiecărei persoane căreia urmează să i se acorde accesul.

C. Decizia conform căreia acordarea certificatului de securitate pentru acces la informații din domeniul atomic este în conformitate cu interesele de securitate se va baza pe toate informațiile disponibile. Înainte de luarea unei astfel de decizii, o autoritate competentă a statului va efectua o verificare de securitate, iar informațiile obținute vor fi analizate în conformitate cu principalele tipuri de informații cu conținut dezavantajos care pun problema eligibilității unei persoane pentru obținerea certificatului de securitate, descrise în Secțiunea III a Suplimentului Secret din 1 ianuarie 1961 la C-M(55)15(Final).

D. Durata și amploarea minimă a verificării vor fi în conformitate cu standardele specificate în Secțiunea II a Suplimentului Secret la C-M(55)15(Final), cu excepția faptului că o verificare de securitate pentru acces la informațiile din domeniul atomic clasificate Strict Secret va fi necesară pentru persoanele care nu sunt membre ale forțelor armate sau pentru personalul civil din instituțiile militare ale statelor membre.

E. Fiecare instituție care deține informații din domeniul atomic va păstra un registru cu certificatele persoanelor autorizate a avea acces la astfel de informații în instituția respectivă. Fiecare certificat va fi reanalizat, dacă este cazul, pentru a se garanta conformitatea acestuia cu standardele actuale aplicabile funcției persoanei și va fi reanalizat, cu prioritate, în cazul în care se primesc informații care să indice faptul că angajarea în continuare într-o funcție ce presupune acces la informațiile din domeniul atomic nu mai este conformă cu interesele de securitate.

F. În fiecare stat vor exista relații eficiente între agențiile naționale responsabile de securitatea națională și autoritatea competentă să decidă în privința certificatului de securitate pentru a exista o notificare promptă a informațiilor cu conținut dezavantajos generate după acordarea certificatului de securitate.

### **SECȚIUNEA III**

#### **SECURITATEA FIZICĂ**

A. Informațiile din domeniul atomic vor fi protejate fizic împotriva spionajului, sabotajului, accesului neautorizat sau oricăror alte activități ostile. Această protecție va fi proporțională cu importanța intereselor de securitate vizate.

B. Programele pentru securitatea fizică a informațiilor din domeniul atomic vor fi implementate astfel încât să asigure:

1. Protecția adecvată a informațiilor din domeniul atomic disponibile pentru utilizare imediată, aflate în depozitare sau în tranzit;

2. Înființarea unor zone de securitate, cu acces controlat, acolo unde acestea sunt necesare datorită sensibilității, caracterului, volumului și utilizării informațiilor clasificate din domeniul atomic, precum și a locației clădirii sau clădirilor implicate;
3. Un sistem de acces controlat care va cuprinde proceduri prin care o autoritate competentă autorizează accesul, metode clare de identificare a personalului și evidența mijloacelor de identificare, precum și modalități de impunere a unor limitări de deplasare în cadrul zonelor de securitate și de acces către acestea.

C. Prevederile aliniatului B de mai sus vor fi adiționale la procedurile prevăzute în Secțiunea IV a C-M(55)15(Final).

## **SECȚIUNEA IV**

### **CONTROLUL INFORMAȚIILOR DIN DOMENIUL ATOMIC**

A. Se vor aplica programe de control al informațiilor care vor avea drept scop:

1. Controlul accesului;
2. Evidența actualizată direct proporțională cu gradul de sensibilitate a informațiilor;
3. Distrugerea informațiilor atunci când acestea nu mai sunt necesare.

B. Clasificările de securitate aplicate de Guvernul Statelor Unite ale Americii informațiilor din domeniul atomic comunicate în baza Acordului vor fi

respectate tot timpul; modificarea nivelului de clasificare sau declasificarea se vor efectua numai cu aprobarea Guvernului Statelor Unite ale Americii.

C. Documentele conținând informații din domeniul atomic ale Statelor Unite comunicate în baza Acordului vor purta marcajele NATO și o clasificare de securitate echivalentă cu cea atribuită de Guvernul Statelor Unite ale Americii, urmată de cuvântul ATOMAL. În plus, se va introduce pe document marcajul următor în limba în care este scris documentul:

„Prezentul document conține informații din domeniul atomic ale Statelor Unite – „Date Restricționate” („Restricted Data”) sau „Date Anterior Restricționate” („Formerly Restricted Data”), care au fost puse la dispoziție în baza Acordului NATO pentru Cooperare privind Informațiile din Domeniul Atomic, încheiat la 18 iunie 1964, și care vor fi protejate în mod corespunzător.”

D. Se vor păstra registre de evidență pentru toate documentele clasificate Top Secret și Secret, precum și pentru toate documentele pentru care s-au stabilit restricții speciale în conformitate cu Articolul VI al Acordului. Aceste registre vor conține identitatea tuturor persoanelor care au intrat în posesia unor documente pentru care s-au stabilit restricții speciale.

E. Multiplicarea, inclusiv extrasele și traducerile documentelor care conțin informații din domeniul atomic ale Statelor Unite și care poartă marcajele specificate în paragraful C de mai sus, se vor realiza potrivit următoarelor reguli:

1. Documentele clasificate Strict Secret sau Strict Secret de Importanță Deosebită se pot multiplica numai cu aprobarea prealabilă a Guvernului Statelor Unite ale Americii. Astfel de documente trebuie să poarte o mențiune corespunzătoare în acest sens. În cazuri de urgență, când aprobarea prealabilă nu poate fi obținută la timp, se poate încălca această

regulă cu condiția ca Guvernul Statelor Unite să fie informat cu privire la acest lucru prin mijloacele de informare cele mai rapide.

2. Documentele clasificate Secret pot fi multiplicare numai pe măsură ce este necesar.

3. Multiplicarea, inclusiv extrasele și traducerile documentelor trebuie să poarte toate marcajele de securitate (inclusiv cele prevăzute la paragraful C.) ale documentului original și vor avea același regim de evidență ca și documentul original. În cazul paragrafelor clasificate diferit, clasificarea de securitate a documentelor care conțin informații din domeniul atomic va purta clasificarea paragrafului cu cel mai înalt nivel de clasificare de unde acestea au fost extrase și, unde este cazul, marcajul specificat la paragraful C. Regimul de evidență pentru informațiile din domeniul atomic extrase se realizează conform prevederilor paragrafului D. al prezentei secțiuni. Restricțiile speciale ulterior înscrise pe documentul original se vor aplica și documentelor care conțin extrase.

F. Documentele redactate în scopul redării conținutului unor informații din domeniul atomic, primite în baza Acordului pe cale orală sau vizuală, vor purta marcajele specificate la paragraful C al prezentei secțiuni și vor face obiectul regulilor de evidență și control aplicabile la nivelurile respective de clasificare.

## **SECȚIUNEA V**

### **CANALE DE TRANSMITERE**

Comunicările care conțin informații din domeniul atomic transmise de către Guvernul Statelor Unite ale Americii în baza Acordului, inclusiv pe cale orală și vizuală, se vor face prin canale deja existente sau care pot fi convenite ulterior.

Pentru a sprijini acțiunile întreprinse de Secretarul General în îndeplinirea sarcinilor sale privind securitatea, în conformitate cu prevederile paragrafului C al Secțiunii I din prezenta Anexă, Guvernul Statelor Unite ale Americii va furniza Secretarului General informații adecvate pentru a identifica fiecare comunicare scrisă care conține informații din domeniul atomic, realizată sau autorizată de Guvernul Statelor Unite ale Americii în baza Acordului. Aceste informații vor fi de asemenea transmise Grupului Permanent pentru toate comunicările realizate către componente militare.

## **SECȚIUNEA VI**

### **RAPOARTE**

A. Fiecare stat membru și componentă NATO militară și civilă, care primește în baza Acordului informații din domeniul atomic ale Statelor Unite va transmite până la data 31 martie a fiecărui an, prin canale deja existente sau pot fi convenite ulterior, prin intermediul Secretarului General către Guvernul Statelor Unite ale Americii un raport care să conțină următoarele elemente:

1. O listă a tuturor documentelor din domeniul atomic primite de la Guvernul Statelor Unite ale Americii pe parcursul celor douăsprezece luni până la data de 31 decembrie a anului anterior.
2. O evidență a distribuirii documentelor menționate în paragraful 1 de mai sus, precum și
3. O certificare a faptului că a fost efectuată o inspecție fizică a tuturor documentelor care conțin informații din domeniul atomic pentru care statul membru sau componenta NATO militară sau civilă este responsabil. Certificarea va include o listă a tuturor documentelor care lipsesc, însoțită de prezentarea rezultatelor investigațiilor

privind pierderea, precum și a măsurilor corective întreprinse pentru împiedicarea apariției unor incidente de asemenea natură.

B. Dacă informațiile din domeniul atomic ale Statelor Unite comunicate în baza prezentului Acord sunt compromise prin pierderea documentelor sau prin alte mijloace, se va trimite către Secretarul General și Guvernul Statelor Unite ale Americii, prin canale deja existente sau care pot fi convenite ulterior, un raport prompt care să conțină informații relevante în ceea ce privește compromiterea.

## **SECȚIUNEA VII**

### **EDUCAȚIA DE SECURITATE**

Statele membre și componentele civile și militare, care primesc informații în baza prezentului Acord, vor institui un program adecvat pentru a asigura faptul că toate persoanele autorizate a avea acces la informații din domeniul atomic își cunosc responsabilitatea de a proteja aceste informații. Programul va include inițial o instruire și orientare specifice, urmate de instruirii periodice privind responsabilitățile individuale, precum și, la încetarea raporturilor de serviciu, o întrevvedere care să evidențieze responsabilitatea permanentă privind protecția informațiilor din domeniul atomic.

## **SECȚIUNEA VIII**

### **SECURITATEA CONTRACTELOR CLASIFICATE**

Fiecare contract, sub-contract, acord consultativ sau alte aranjamente încheiate de Părțile prezentului Acord, a căror derulare implică acces la

informațiile din domeniul atomic schimbate în baza Acordului, vor conține prevederi corespunzătoare, care să oblige părțile private implicate la respectarea aranjamentelor de securitate prevăzute în prezenta Anexă.

## **SECȚIUNEA IX**

### **EVALUAREA PERMANENTĂ A SISTEMULUI DE SECURITATE**

A. Implementarea promptă și eficientă a politicilor de securitate poate fi îmbunătățită în mod substanțial prin vizite reciproce efectuate de personalul de securitate. Părțile convin să continue schimbul intens de puncte de vedere privind politicile, standardele și procedurile de securitate, precum și să permită grupurilor de lucru în materie de securitate ale Statelor Unite să examineze și să evalueze nemijlocit procedurile și practicile agențiilor Organizației Tratatului Atlanticului de Nord și ale agențiilor statelor membre responsabile cu protecția documentelor și informațiilor comunicate în temeiul Acordului; scopul vizitelor este înțelegerea gradului de compatibilitate și echivalență al respectivelor sisteme de securitate.

B. În cazul vizitelor la componentele militare, Secretarul General și Grupul Permanent vor fi informați în legătură cu efectuarea unor astfel de vizite, iar la finalul acestora vor primi rapoarte care să cuprindă concluzii pertinente ale grupurilor de lucru ale Statelor Unite. Vizitele la componentele naționale vor fi efectuate în cooperare cu autoritățile naționale de securitate ale statelor respective.



## SECȚIUNEA X

### INSPECȚIILE DE SECURITATE

A. Se vor efectua în mod regulat inspecții de securitate cuprinzătoare ale tuturor componentelor NATO militare și civile, precum și ale statelor membre care au primit informații din domeniul atomic în baza Acordului, dar cel puțin o dată la 12 luni, conform criteriilor prevăzute în Secțiunea I paragraful A al prezentei Anexe. Aceste inspecții vor fi realizate de personalul calificat al agențiilor NATO responsabile pentru aplicarea programului de securitate al NATO. Consiliul poate face inspecții speciale directe, în cazul în care le consideră necesare și utile, desemnând echipe de inspecție ad-hoc, alcătuite din personal al agențiilor NATO civile și militare sau alt personal calificat. Vizitele la componentele militare și civile ale statelor membre vor fi efectuate în colaborare cu autoritățile naționale corespunzătoare.

B. Se vor examina toate etapele programului de securitate, iar în termen de 30 de zile de la încheierea inspecției, se va transmite Secretarului General un raport scris care va include o listă cu toate deficiențele constatate în aplicarea reglementărilor de securitate.

C. În temeiul Acordului, Secretarul General va pune la dispoziție Statelor Unite copii ale rapoartelor de inspecție precum și, după caz, în conformitate cu celelalte prevederi aplicabile, și obiectivelor inspectate, autorității naționale de securitate interesate și comandamentelor militare.

D. În termen de 30 de zile de la primirea raportului rezultat în urma inspecției, autoritățile NATO sau ale componentei naționale vor transmite Secretarului General un raport privind măsurile întreprinse pentru corectarea tuturor deficiențelor cuprinse în lista din cadrul raportului inspecției. După evaluarea rapoartelor rezultate în urma inspecțiilor și a rapoartelor privind

măsurile întreprinse pentru corectarea deficiențelor, Secretarul General, acționând în numele Consiliului, va atrage atenția, după caz, autorităților naționale, Grupului Permanent sau componentei civile respective în privința măsurilor ulterioare, care se dovedesc a fi necesare îndeplinirii criteriilor de securitate ale NATO și prevederilor prezentului Acord. Copii ale rapoartelor privind măsurile corective, precum și copii ale oricăror observații ale Secretarului General conform prezentului paragraf, vor fi distribuite prin metoda prevăzută pentru rapoartele de inspecție la paragraful C al prezentei secțiuni.

E. În cazul în care o problemă referitoare la măsurile corective care decurg în urma unei inspecții de securitate rămâne nesoluționată după aplicarea procedurilor prevăzute în paragraful D al prezentei Secțiuni, Secretarul General va supune atenției Consiliului respectiva problemă, cu recomandarea de a desemna o echipă de inspecție ad-hoc pentru investigarea problemei și de a raporta Consiliului, care va lua măsurile adecvate.

Pentru Regatul Belgiei:

Pentru Canada:

Pentru Regatul Danemarcei:

Pentru Franța:

Pentru Republica Federală Germania:

Pentru Regatul Greciei:

Pentru Islanda:

Pentru Italia:

Pentru Marele Ducat al Luxemburgului:

Pentru Regatul Olandei:

Pentru Regatul Norvegiei:

Pentru Portugalia:

Pentru Turcia:

Pentru Regatul Unit al Marii Britanii și Irlandei de Nord:

Pentru Statele Unite ale Americii:

Pentru Spania:  
Pentru Republica Cehă:  
Pentru Republica Ungaria:  
Pentru Republica Polonia:  
Pentru Republica Bulgaria:  
Pentru Republica Estonia:  
Pentru Republica Letonia:  
Pentru Republica Lituania:  
Pentru România:  
Pentru Republica Slovacia.  
Pentru Republica Slovenia:

AGREEMENT BETWEEN THE PARTIES TO  
THE NORTH ATLANTIC TREATY  
FOR CO-OPERATION REGARDING  
ATOMIC INFORMATION

ACCORD ENTRE LES ETATS PARTIES AU  
TRAITE DE L'ATLANTIQUE NORD  
SUR LA COOPERATION DANS LE DOMAINE  
DES RENSEIGNEMENTS ATOMIQUES



AGREEMENT BETWEEN THE PARTIES  
TO THE NORTH ATLANTIC TREATY  
FOR CO-OPERATION REGARDING  
ATOMIC INFORMATION

ACCORD ENTRE LES ETATS PARTIES  
AU TRAITE DE L'ATLANTIQUE NORD  
SUR LA COOPERATION DANS LE  
DOMAINE DES RENSEIGNEMENTS  
ATOMIQUES

WITH

AVEC

SECRET TECHNICAL ANNEX TO THE  
AGREEMENT BETWEEN THE PARTIES  
TO THE NORTH ATLANTIC TREATY  
FOR CO-OPERATION REGARDING  
ATOMIC INFORMATION

ANNEXE SECRETE TECHNIQUE A  
L'ACCORD ENTRE LES ETATS  
PARTIES AU TRAITE DE  
L'ATLANTIQUE NORD SUR LA  
COOPERATION DANS LE DOMAINE  
DES RENSEIGNEMENTS ATOMIQUES

[DECLASSIFIED BY THE  
NORTH ATLANTIC COUNCIL  
ON MAY 10, 2000]

[DECLASSIFIEE PAR LE  
CONSEIL DE L'ATLANTIQUE NORD  
LE 10 MAI 2000]

AND

ET

CONFIDENTIAL SECURITY ANNEX TO  
THE AGREEMENT BETWEEN THE  
PARTIES TO THE NORTH ATLANTIC  
TREATY FOR COOPERATION  
REGARDING ATOMIC INFORMATION

ANNEXE DE SECURITE  
CONFIDENTIELLE A L'ACCORD  
ENTRE LES ETATS PARTIES AU  
TRAITE DE L'ATLANTIQUE NORD  
SUR LA COOPERATION DANS LE  
DOMAINE DES RENSEIGNEMENTS  
ATOMIQUES

[DECLASSIFIED BY THE  
NORTH ATLANTIC COUNCIL  
ON MARCH 6, 1998]

[DECLASSIFIEE PAR LE  
CONSEIL DE L'ATLANTIQUE NORD  
LE 6 MARS 1998]



ACCORD ENTRE LES ETATS PARTIES AU TRAITE  
DE L'ATLANTIQUE NORD SUR LA COOPERATION DANS  
LE DOMAINE DES RENSEIGNEMENTS ATOMIQUES

PREAMBULE

Les Etats parties au Traité de l'Atlantique Nord,  
signé à Washington le 4 avril 1949,

Reconnaissant que leur sécurité et leur défense mu-  
tuelles exigent qu'ils soient prêts à faire face aux con-  
ditions de la guerre atomique,

Reconnaissant qu'il est de leur intérêt commun que  
des renseignements s'y rapportant soient mis à la dis-  
position de l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord  
et des Etats membres de cette Organisation, et

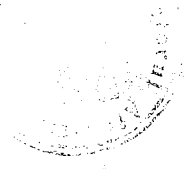
Considérant la Loi américaine de 1954 sur l'Energie  
atomique, dans sa rédaction actuelle, qui a été élaborée  
à cette fin,

Agissant tant en leur nom qu'au nom de l'Organisa-  
tion du Traité de l'Atlantique Nord,

Sont convenus de ce qui suit :

ARTICLE PREMIER

En application des dispositions de la Loi américaine  
de 1954 sur l'Energie atomique dans sa rédaction actuel-  
le, le Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique, dans les  
conditions fixées par ladite Loi, coopérera en mettant  
périodiquement, d'une part, à la disposition de l'Organi-  
sation du Traité de l'Atlantique Nord, aussi longtemps  
que cette Organisation apportera des contributions subs-  
tantielles et matérielles à la défense et à la sécurité  
mutuelles, et d'autre part, à la disposition des Etats  
membres de cette Organisation, aussi longtemps que ces  
Etats continueront à effectuer de telles contributions, des  
renseignements atomiques conformes aux dispositions du  
présent accord, pour autant que le Gouvernement des  
Etats-Unis d'Amérique juge qu'une telle coopération peut  
améliorer sa défense et sa sécurité sans constituer un  
risque excessif pour celles-ci.



AGREEMENT BETWEEN THE PARTIES TO THE NORTH  
ATLANTIC TREATY FOR CO-OPERATION REGARDING  
ATOMIC INFORMATION

PREAMBLE

The Parties to the North Atlantic Treaty, signed at Washington on 4th April, 1949,

Recognising that their mutual security and defence requires that they be prepared to meet the contingencies of atomic warfare, and

Recognising that their common interest will be advanced by making available to the North Atlantic Treaty Organization and its member states information pertinent thereto, and

Taking into consideration the United States Atomic Energy Act of 1954, as amended, which was prepared with these purposes in mind,

Acting on their own behalf and on behalf of the North Atlantic Treaty Organization,

Agree as follows :

ARTICLE I

In accordance with and subject to the requirements of the United States Atomic Energy Act of 1954, as amended, the Government of the United States of America will, while the North Atlantic Treaty Organization continues to make substantial and material contributions to the mutual defence and security, co-operate by communicating, from time to time, to the North Atlantic Treaty Organization and its member states, while they continue to make such contributions, atomic information in accordance with the provisions of this Agreement, provided that the Government of the United States of America determines that such co-operation will promote and will not constitute an unreasonable risk to its defence and security.



## ARTICLE II

Parallèlement aux engagements pris par le Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique en vertu du présent Accord, les autres Etats membres de l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord, dans la mesure où ils le jugeront nécessaire, communiqueront à l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord, y compris ses éléments civils et militaires, et aux Etats membres de cette Organisation, des renseignements atomiques du type prévu dans le présent Accord dont ils disposent en propre. Les conditions et les modalités régissant ces communications de la part de ces autres Etats membres seront l'objet d'accords ultérieurs, mais elles seront identiques ou similaires aux conditions et modalités précisées dans le présent Accord.

## ARTICLE III

Le Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique communiquera à l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord, y compris ses éléments civils et militaires, et, aux Etats membres de cette Organisation qui ont besoin de renseignements atomiques pour jouer le rôle qui leur incombe dans le cadre des missions qui leur sont confiées par l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord, tout renseignement atomique que le Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique jugera nécessaire :

- (a) au développement des plans de défense ;
- (b) à l'instruction du personnel à l'emploi des armes atomiques, à la défense contre ces armes, ainsi qu'aux autres applications militaires de l'énergie atomique ;
- (c) à l'évaluation des possibilités d'ennemis éventuels en ce qui concerne l'emploi des armes atomiques et les autres applications militaires de l'énergie atomique ;
- (d) à la mise au point de systèmes d'acheminement adaptés aux armes atomiques que ces systèmes transportent.





## ARTICLE II

Paralleling the undertaking of the Government of the United States of America under this Agreement, the other member states of the North Atlantic Treaty Organization will, to the extent they deem necessary, communicate to the North Atlantic Treaty Organization, including its military and civilian elements, and to member states atomic information of their own origin of the same types provided for in this Agreement. The terms and conditions governing these communications by other member states will be the subject of subsequent agreements, but will be the same or similar to the terms and conditions specified in this Agreement.

## ARTICLE III

The Government of the United States of America will communicate to the North Atlantic Treaty Organization, including its military and civilian elements, and to member states of the North Atlantic Treaty Organization requiring the atomic information in connection with their functions related to NATO missions, such atomic information as is determined by the Government of the United States of America to be necessary to :

- (a) the development of defence plans ;
- (b) the training of personnel in the employment of and defence against atomic weapons and other military applications of atomic energy;
- (c) the evaluation of the capabilities of potential enemies in the employment of atomic weapons and other military applications of atomic energy; and
- (d) the development of delivery systems compatible with the atomic weapons which they carry.



#### ARTICLE IV

1. La coopération prévue par le présent Accord sera mise en oeuvre par le Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique conformément aux lois américaines applicables en la matière.

2. En vertu du présent Accord, il ne sera procédé à aucun transfert par le Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique d'armes atomiques, de parties non-nucléaires d'armes atomiques ni de parties non-nucléaires de systèmes d'armes atomiques impliquant l'utilisation de renseignements classifiés "données réservées".

3. Les renseignements atomiques communiqués par le Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique conformément au présent Accord seront utilisés exclusivement pour la préparation ou la mise en oeuvre des plans et des activités de défense de l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord, et pour la mise au point de systèmes d'acheminement dans l'intérêt commun de l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord.

#### ARTICLE V

1. Les renseignements atomiques communiqués en application du présent Accord seront soumis à toutes les règles de sécurité prévues par les règlements et procédures de sécurité de l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord, les arrangements relatifs à la sécurité sur lesquels un accord est intervenu, ainsi que les législations et les réglementations nationales. En aucun cas, l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord ou les Etats membres de cette Organisation, détenteurs de ces renseignements, ne leur appliqueront des normes de sécurité inférieures à celles qui sont prévues par les accords et règlements de sécurité de l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord et par les arrangements de sécurité en vigueur à la date où le présent Accord entrera en application.

2. L'établissement et la coordination du programme de sécurité dans tous les éléments civils et militaires de l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord s'effectuera sous l'autorité du Conseil de l'Atlantique Nord, selon les procédures prévues dans les arrangements relatifs à la sécurité sur lesquels un accord est intervenu.



#### ARTICLE IV

1. Co-operation under this Agreement will be carried out by the Government of the United States of America in accordance with its applicable laws.
2. Under this Agreement there will be no transfer by the Government of the United States of America of atomic weapons, non-nuclear parts of atomic weapons, or non-nuclear parts of atomic weapons systems involving Restricted Data.
3. The atomic information communicated by the Government of the United States of America pursuant to this Agreement shall be used exclusively for the preparation or implementation of NATO defence plans and activities and the development of delivery systems in the common interests of the North Atlantic Treaty Organization.

#### ARTICLE V

1. Atomic information communicated pursuant to this Agreement shall be accorded full security protection under applicable NATO regulations and procedures, agreed security arrangements, and national legislation and regulations. In no case will the North Atlantic Treaty Organization or its member states maintain security standards for the safeguarding of atomic information less restrictive than those set forth in the pertinent NATO security regulations and other agreed security arrangements in effect on the date this Agreement comes into force.
2. The establishment and co-ordination of the security programme in all NATO military and civilian elements will be effected under the authority of the North Atlantic Council in conformity with procedures set forth in agreed security arrangements.



3. Les renseignements atomiques communiqués par le Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique en application du présent Accord seront transmis par les voies utilisées actuellement pour la communication des renseignements atomiques ou par celles qui pourront être adoptées à une date ultérieure.

4. Les renseignements atomiques communiqués ou échangés en application du présent Accord ne pourront être communiqués par l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord ou par des personnes relevant de sa juridiction, ni à des personnes non autorisées, ni, sauf dans les conditions fixées au paragraphe 5 du présent article, à des personnes ne relevant pas de la juridiction de cette Organisation.

5. Sauf indication contraire expresse du Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique, les renseignements atomiques d'origine américaine fournis à l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord pourront être transmis par cette Organisation à ses Etats membres dans la mesure où ces renseignements leur seront nécessaires pour jouer le rôle qui leur incombe dans le cadre des missions qui leur sont confiées par l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord, à condition que la diffusion de ces renseignements atomiques à l'intérieur des Etats membres soit restreinte aux personnes expressément intéressées aux missions de l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord auxquelles la connaissance de ces renseignements est indispensable. Les Etats membres conviennent que les renseignements atomiques ainsi communiqués par l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord ou d'une autre manière, en application du présent Accord, ne seront transmis ni à des personnes non autorisées ni hors du domaine où s'exerce l'autorité de l'Etat bénéficiaire; cependant, ces renseignements pourront être transmis à l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord ou, avec l'autorisation du Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique, à d'autres Etats membres qui ont besoin d'en connaître pour remplir le rôle qui leur incombe dans le cadre des missions qui leur sont confiées par l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord.



3. Atomic information communicated by the Government of the United States of America pursuant to this Agreement will be made available through channels for communicating atomic information now existing or as may be hereafter agreed.

4. Atomic information communicated or exchanged pursuant to this Agreement shall not be communicated or exchanged by the North Atlantic Treaty Organization or persons under its jurisdiction to any unauthorized persons or, except as provided in paragraph 5 of this article, beyond the jurisdiction of that Organization.

5. Unless otherwise specified by the Government of the United States of America, United States atomic information provided to the North Atlantic Treaty Organization may be communicated by the North Atlantic Treaty Organization to its member states as necessary to carry out functions related to NATO missions, provided that dissemination of such atomic information within such member states is limited to those specific individuals concerned with the NATO missions for which the information is required. Member states agree that atomic information so received from the North Atlantic Treaty Organization or otherwise pursuant to this Agreement will not be transferred to unauthorized persons or beyond the jurisdiction of the recipient member state; however, such information may be communicated to the North Atlantic Treaty Organization or, when authorized by the Government of the United States of America, to other member states requiring the information for functions related to NATO missions.



## ARTICLE VI

Nonobstant toute autre disposition du présent Accord, le Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique pourra stipuler dans quelle mesure l'un quelconque des renseignements atomiques qu'il aura fournis à l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord ou à des Etats membres de cette Organisation pourra être communiqué; il pourra également spécifier les catégories de personnes qui pourront avoir accès à ces renseignements et imposer telles autres restrictions qu'il jugera nécessaire en ce qui concerne la diffusion de ces renseignements.

## ARTICLE VII

1. Une Partie qui reçoit des renseignements atomiques en vertu du présent Accord les utilisera uniquement aux fins spécifiées dans cet Accord. Toute invention ou découverte résultant de la possession de tels renseignements et faite par une Partie bénéficiaire ou par des personnes qui relèvent de sa juridiction, sera mise, sans redevance, à des fins de défense, à la disposition du Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique conformément aux arrangements qui pourraient être adoptés d'un commun accord, et sera protégée dans les conditions fixées par l'Article V du présent Accord.

2. La responsabilité de l'exploitation ou de l'utilisation de tout renseignement communiqué en vertu du présent Accord incombera à la Partie destinataire; la Partie ayant communiqué ces renseignements n'aura à fournir aucune indemnité ou garantie concernant cette exploitation ou cette utilisation.

## ARTICLE VIII

Aucune disposition du présent Accord ne devra être interprétée comme remplaçant ou affectant d'une manière quelconque les accords bilatéraux sur la coopération en matière d'échange de renseignements atomiques conclus entre les Parties au présent Accord.



ARTICLE VI

Other provisions of this Agreement notwithstanding, the Government of the United States of America may stipulate the degree to which any of the atomic information made available by it to the North Atlantic Treaty Organization or member states may be disseminated, may specify the categories of persons who may have access to such information, and may impose such other restrictions on the dissemination of information as it deems necessary.

ARTICLE VII

1. A Party receiving atomic information under this Agreement shall use it for the purposes specified herein only. Any inventions or discoveries resulting from possession of such information on the part of a recipient Party or persons under its jurisdiction shall be made available to the Government of the United States of America for defence purposes without charge in accordance with such arrangements as may be agreed and shall be safeguarded in accordance with the provisions of Article V of this Agreement.

2. The application or use of any information communicated under this Agreement shall be the responsibility of the Party receiving it; the Party communicating the information does not provide any indemnity or warranty with respect to its application or use.

ARTICLE VIII

Nothing in this Agreement shall be considered to supersede or otherwise affect bilateral agreements between Parties to this Agreement providing for co-operation in the exchange of atomic information.



- 11 -

ARTICLE IX

Au sens du présent Accord :

- (a) Les termes "armes atomiques" signifient tout appareil utilisant l'énergie atomique, à l'exclusion des moyens utilisés pour transporter ou propulser ledit appareil (lorsqu'un tel moyen constitue une partie séparable et divisible de l'appareil), dont le but principal est d'être utilisé ou développé comme une arme, un prototype d'arme ou appareil d'essai d'une arme.
- (b) Les termes "renseignements atomiques", s'agissant des renseignements fournis par le Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique en vertu du présent Accord, désignent les renseignements classifiés par le Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique "données réservées" ou "données antérieurement réservées".

ARTICLE X

1. Le présent Accord entrera en vigueur dès que le Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique aura reçu notification de tous les Etats parties au Traité de l'Atlantique Nord que ces derniers sont en mesure de mettre en application les dispositions du présent Accord.
2. Le Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique informera tous les Etats parties au Traité de l'Atlantique Nord et l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord de chaque notification reçue et de l'entrée en vigueur du présent Accord.
3. Le présent Accord restera en vigueur tant qu'il n'y aura pas été mis fin par accord unanime ou qu'il n'aura pas été remplacé par un autre accord, étant entendu toutefois que s'il est mis fin au présent Accord dans son ensemble, aucune des Parties ne sera déliée des engagements souscrits en vertu du présent Accord en vue de sauvegarder les renseignements qui lui auront été communiqués en application de celui-ci.





ARTICLE IX

For the purposes of this Agreement :

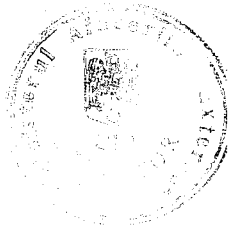
- (a) "Atomic weapon" means any device utilising atomic energy, exclusive of the means for transporting or propelling the device (where such means is a separable and divisible part of the device), the principal purpose of which is for use as, or for development of, a weapon, a weapon prototype, or a weapon test device.
- (b) "Atomic information" to be provided by the Government of the United States of America under this Agreement means information which is designated "Restricted Data" or "Formerly Restricted Data" by the Government of the United States of America.

ARTICLE X

1. This Agreement shall enter into force upon receipt by the Government of the United States of America of notification from all Parties to the North Atlantic Treaty that they are willing to be bound by the terms of the Agreement.

2. The Government of the United States of America will inform all Parties to the North Atlantic Treaty, and will also inform the North Atlantic Treaty Organization, of each notification and of the entry into force of this Agreement.

3. This Agreement shall remain in force until terminated by unanimous agreement or superseded by another agreement, it being understood, however, that termination of this Agreement as a whole shall not release any Party from the requirements of this Agreement to safeguard information made available pursuant to it.



ARTICLE XI

Nonobstant les dispositions de l'Article VI (4) de l'Accord entre les Etats parties au Traité de l'Atlantique Nord sur la coopération dans le domaine des renseignements atomiques signé à Paris le 22 juin 1955, le présent Accord, dès son entrée en vigueur, remplacera l'Accord susmentionné. Il est toutefois entendu que les renseignements transmis aux termes de ce dernier Accord seront considérés à tous égards comme ayant été communiqués en vertu des dispositions du présent Accord.

ARTICLE XII

Le présent Accord porte la date à laquelle il a été ouvert à la signature des Parties et, jusqu'à ce qu'il ait été signé par tous les Etats parties au Traité de l'Atlantique Nord, demeurera ouvert à leur signature.

En foi de quoi, les Représentants soussignés des Etats membres de l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord ont signé le présent Accord tant au nom de leurs Etats respectifs qu'au nom de l'Organisation.

ARTICLE XI

Notwithstanding the provisions of Article VI(4) of the Agreement between the Parties to the North Atlantic Treaty for Co-operation regarding Atomic Information, signed in Paris on 22nd June, 1955, the present Agreement shall upon its entry into force supersede the above-mentioned Agreement, it being understood, however, that information communicated under that Agreement shall be considered for all purposes to have been communicated under the provisions of this Agreement.

ARTICLE XII

This Agreement shall bear the date on which it is opened for signature and shall remain open for signature until it has been signed by all the States Parties to the North Atlantic Treaty.

In witness whereof the undersigned Representatives have signed the present Agreement on behalf of their respective States, members of the North Atlantic Treaty Organization, and on behalf of the North Atlantic Treaty Organization.



Fait à Paris, le 18 juin 1964, en anglais et en français, les deux textes faisant également foi, en un exemplaire unique qui restera déposé dans les archives du Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique. Le Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique en transmettra des copies certifiées conformes à tous les gouvernements signataires et accédants.

Done at Paris this 18<sup>th</sup> day of June 1964, in the English and French languages, both texts being equally authoritative, in a single original which shall be deposited in the archives of the Government of the United States of America. The Government of the United States of America shall transmit certified copies thereof to all the signatory and acceding States.

Pour le Royaume de Belgique : 18 juin 1964

For the Kingdom of Belgium :

*[Signature]*

Pour le Canada :

For Canada :

30 June 1964

*[Signature]*

Pour le Royaume de Danemark : 25 juin 1964

For the Kingdom of Denmark :

*[Signature]*

Pour la France :

For France :

18 juin 1964

*[Signature]*

Pour la République Fédérale d'Allemagne :

For the Federal Republic of Germany :

18 juin 1964

*[Signature]*

Pour le Royaume de Grèce : 18 juin 1964

For the Kingdom of Greece :

*[Signature]*



Pour l'Islande : 18<sup>th</sup> June 1964  
For Iceland : *Páll Thorsdóttir*

Pour l'Italie : 22 Juin 1964  
For Italy : *A. Kellmann*

Pour le Grand-Duché de Luxembourg : 18 juin 1964  
For the Grand-Duchy of Luxembourg : *Paul Kuter*

Pour le Royaume des Pays-Bas : 18 juin 1964  
For the Kingdom of the Netherlands : *J.M. Boven*

Pour le Royaume de Norvège : 24<sup>th</sup> July 1964  
For the Kingdom of Norway : *Georg Kristiansen*

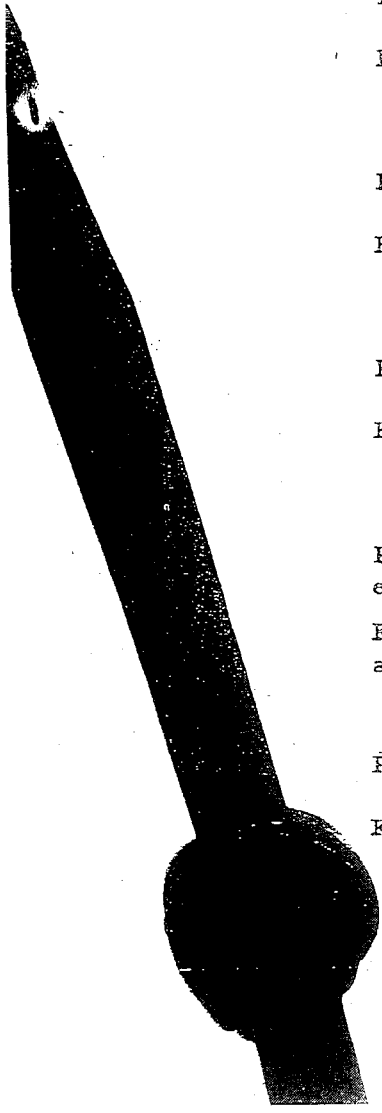
Pour le Portugal : le 9 juillet 1964  
For Portugal : *Maurit Divic*

Pour la Turquie : le 18 Juin 1964  
For Turkey : *Artemis Sigg*

Pour le Royaume-Uni de Grande-Bretagne  
et d'Irlande du Nord : 18<sup>th</sup> June, 1964  
For the United Kingdom of Great Britain  
and Northern Ireland : *Evelyn Smith*

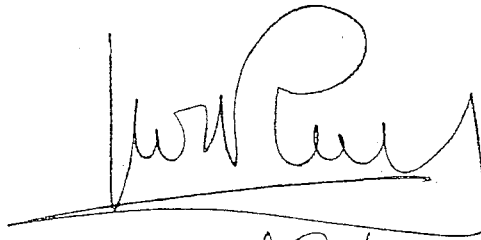
Pour les Etats-Unis d'Amérique :  
For the United States of America :

June 18, 1964  
*Thomas G. Sullivan*



Pour l'Espagne:

For Spain:



27th of September, 2000

Pour la République Tchèque:

For the Czech Republic:

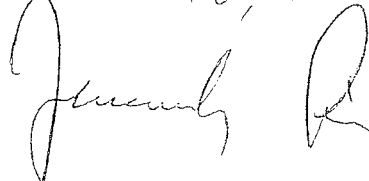
5 November, 1999



Pour la République de Hongrie:

For the Republic of Hungary:

December 10, 1999

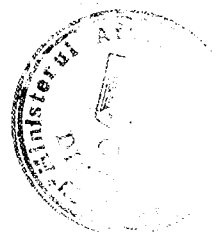


Pour la République de Pologne:

For the Republic of Poland:

Przewoźnik Gaudin

24 October 2000



Pour la République de Bulgarie:

For the Republic of Bulgaria:

*De la*  
August 4, 2005

Pour la République d'Estonie:

For the Republic of Estonia:

*Jari Luik*  
sept. 1. 2005

Pour la République de Lettonie:

For the Republic of Latvia:

*Atal*  
24. sept., 2004.

Pour la République de Lituanie:

For the Republic of Lithuania:

*Julius D.*  
September 8, 2004

Pour la Roumanie:

For Romania:

*Jonj*  
February 19th, 2006

Pour la République slovaque:

For the Slovak Republic:

*Radoslav*  
Kendi 2005

Pour la République de Slovénie:

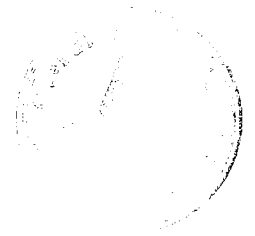
For the Republic of Slovenia:





SECRET TECHNICAL ANNEX  
TO THE AGREEMENT BETWEEN THE PARTIES TO  
THE NORTH ATLANTIC TREATY  
FOR CO-OPERATION REGARDING  
ATOMIC INFORMATION

ANNEXE SECRETE TECHNIQUE  
A L'ACCORD ENTRE LES ETATS PARTIES AU  
TRAITE DE L'ATLANTIQUE NORD  
SUR LA COOPERATION DANS LE DOMAINE  
DES RENSEIGNEMENTS ATOMIQUES





ANNEXE SECRETE TECHNIQUE A L'ACCORD ENTRE  
LES ETATS PARTIES AU TRAITE DE L'ATLANTIQUE  
NORD SUR LA COOPERATION DANS LE DOMAINE DES  
RENSEIGNEMENTS ATOMIQUES

Les dispositions de la présente Annexe sont destinées à permettre la mise en oeuvre des dispositions de l'Accord sur la Coopération dans le domaine des Renseignements Atomiques fait à Paris le 18 juin 1964 (ci-après dénommé l'Accord) dont ladite Annexe forme partie intégrante.

SECTION I

Dans les conditions et selon les modalités fixées par l'Accord, les types de renseignements atomiques qui pourront être communiqués par le Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique à l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord et aux Etats membres de l'Organisation seront les suivants :

A. Renseignements nécessaires en vue de l'élaboration des plans de défense mutuelle, de l'entraînement et des besoins logistiques, en ce qui concerne le nombre, l'emplacement, les types, la puissance, le système d'armement, le système de sécurité, le commandement et le contrôle ainsi que le déclenchement des armes atomiques susceptibles d'être mises à la disposition de l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord aux fins d'emploi par cette Organisation ou en soutien de cette Organisation.

B. Effets à attendre de l'explosion d'armes atomiques ou résultant de telles explosions.

C. Résultats sur les constructions, le matériel, les télécommunications et le personnel de l'emploi d'armes atomiques, y compris les critères d'évaluation des dommages matériels et des pertes humaines.

D. Méthodes et procédures d'analyses concernant les effets des armes atomiques.

E. Renseignements sur les possibilités de nations éventuellement ennemies dans le domaine de la guerre atomique.

SECRET TECHNICAL ANNEX TO THE AGREEMENT  
BETWEEN THE PARTIES TO THE NORTH ATLANTIC  
TREATY FOR CO-OPERATION REGARDING ATOMIC  
INFORMATION

The provisions of this Annex implement certain of the provisions of the Agreement for Co-operation Regarding Atomic Information done at Paris on 18<sup>th</sup> June, 1964 (hereinafter referred to as the Agreement) of which this Annex forms an integral part.

SECTION I

Subject to the terms and conditions of the Agreement, the types of atomic information which the Government of the United States of America may make available to the North Atlantic Treaty Organization and its member states are :

A. As may be necessary for mutual defence planning, training, and logistical requirements, information concerning the numbers, locations, types, yields, arming, safing, command and control, and fuzing of those atomic weapons which can be made available for use by or in support of the North Atlantic Treaty Organization.

B. Effects to be expected or resulting from the detonation of atomic weapons.

C. Response of structures, equipment, communications and personnel to the effects of atomic weapons, including damage or casualty criteria.

D. Methods and procedures for analyses relating to the effects of atomic weapons.

E. Information on the capabilities of potential enemy nations for atomic warfare.